

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**SUBVENTIONS 2025 POUR LE SOUTIEN AUX ÉQUIPEMENTS SCIENTIFIQUES (SESAME, CPER
ÉQUIPEMENT), INVESTISSEMENT GENOPOLE ET SOUTIEN À LA CIUP**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
ANNEXE AU RAPPORT	6
Annexe - Projets laureats SESAME 2025	7
PROJET DE DÉLIBÉRATION	10
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	15
Annexe 1 - Fiches projets SESAME 2025	16
Annexe 2 - Convention-type équipements scientifiques	50
Annexe 3 - Fiches projets CPER équipement	67
Annexe 4 - Fiches projets investissement 2025 Genopole	74
Annexe 5 - Convention investissement 2025 Genopole	81
Annexe 6 - Fiche projet CiuP Acc&ss Paris Nord et Paris Est	93
Annexe 7 - Convention CiuP Acc&ss	97
Annexe 8 - Avenant à la convention SESAME EX069271	114

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport concerne la politique régionale de soutien aux équipements scientifiques dans les laboratoires de recherche académique de notre territoire. Celle-ci, menée depuis 2016, est très ambitieuse et vise à conforter la place de la région Île-de-France comme **1^{ère} région européenne scientifique et technologique**. L'acquisition d'équipements de pointe ou le développement de plateformes mutualisées, notamment ouvertes aux PME/PMI, est un facteur important d'attractivité des meilleurs talents, et renforce les capacités de recherche et d'innovation des laboratoires franciliens en soutenant leur compétitivité internationale. Il vous est proposé d'attribuer :

- **5 500 000 €** en faveur de 13 projets sélectionnés via l'appel à projets SESAME 2025 ;
- **2 020 000 €** en faveur de 2 projets d'équipements scientifiques structurants dans le cadre du Contrat de Plan État-Région (CPER) 2021-2027 ;
- **1 700 000 €** au GIP Genopole pour son programme d'investissements 2025 ;

Par ailleurs, il est proposé d'affecter :

- **100 000 €** à la Cité universitaire de Paris pour l'accueil des chercheurs internationaux dans le cadre du réseau « Acc&ss Paris Ile-de-France » ;
- **183 165,07 €** de réaffectations à la suite de caducités.

1. Les 13 lauréats de SESAME 2025

Le dispositif « Soutien aux Équipes Scientifiques pour l'Acquisition de Moyens Expérimentaux (SESAME) » vise à cofinancer des équipements scientifiques nécessaires au fonctionnement des laboratoires de recherche publics franciliens pour mener des projets d'envergure dans des champs thématiques autres que les Domaines de recherche et d'Innovation Majeurs (DIM) et hors du périmètre d'intervention du Genopole et des projets inscrits au Contrat de Plan État-Région 2021-2027.

33 projets de recherche éligibles ont été reçus dans le cadre de l'appel à projets « Équipements et plateformes scientifiques et technologiques SESAME » 2025, ouvert du 3 mars au 3 juin. Le montant total des demandes de subvention s'élevait à 17,7 millions d'euros HT pour un coût total des projets de 30,5 millions d'euros HT. Chaque projet a été évalué par deux experts non franciliens avant d'être examiné par un jury scientifique, présidé par Madame Rut Carballido-Lopez, membre du conseil scientifique régional.

Le présent rapport propose de financer les 13 projets retenus par le jury (liste en annexe au présent rapport) et d'affecter un montant de **5 500 000 €** d'autorisations de programme. Ces projets recouvrent différentes thématiques scientifiques : 7 en biologie et santé, 2 en environnement et agrosciences, 2 en matériaux, 1 en physique et électronique, 1 en sciences humaines et sociales.

Le texte de l'appel à projets pour l'année 2025, la composition du jury ainsi que la liste des 33 projets éligibles sont consultables auprès du secrétariat général.

2. Équipements scientifiques structurants CPER 2021-2027

Dans le cadre du CPER 2021-2027 volet « Équipements scientifiques », la Région accompagne l'effort des regroupements universitaires pour porter des politiques intégrées et mutualisées dans les domaines des sciences de la vie, des technologies quantiques, des matériaux et du numérique.

Le présent rapport propose d'affecter un montant de **2 020 000 €** d'autorisations de programme pour financer 2 projets structurants inscrits au CPER 2021-2027 :

- 720 000 € pour la seconde phase du projet Pharm-EM, porté par l'Université Paris Cité ;
- 1 300 000 € pour la seconde phase du projet HPC-Data, porté par l'Université Paris-Saclay.

Avec ces deux nouvelles opérations, la Région aura engagé 18,7 millions d'euros sur les 24 millions d'euros prévus dans le cadre du volet équipements du CPER 2021-2027.

3. Attribution des financements d'investissements 2025 au GIP Genopole

Cette subvention complète les dotations en fonctionnement accordées au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Genopole par délibérations n° CP 2025-016 du 30 janvier 2025 et n° CP 2025-241 du 25 septembre 2025 et s'inscrit dans les engagements en termes de subvention d'investissement en faveur du GIP Genopole pris par la Région par la convention triennale d'objectifs et de moyens entre la Région et le GIP Genopole relative à la période 2024-2026, adoptée par la délibération n° CP 2023-338 du 21 septembre 2023.

Il est proposé de soutenir la réalisation du programme d'investissements 2025 de Genopole estimé à **1 700 000 €**, financé par la Région à 100%, dont :

- 1 200 000 € dédiés au programme « équipements scientifiques, plateformes et plateaux techniques communs et de services » ;
- 400 000 € dédiés au programme Immobilier Recherche Filières prioritaires ;
- 100 000 € dédiés à l'activité propre du groupement.

4. Soutien à l'accueil de chercheurs internationaux - Acc&ss Paris Île-de-France

La capacité à proposer un accueil de qualité est un facteur de compétitivité important pour maintenir la mobilité des chercheurs internationaux vers le territoire francilien et ainsi amplifier l'attractivité de la Région et de ses campus.

A cette fin, il est proposé de soutenir, dans le cadre du dispositif « Acc&ss Paris Île-de-France », le fonctionnement de deux centres d'accueil des chercheurs étrangers (Paris Est et Paris Nord) de la Cité internationale universitaire de Paris (CiuP) avec une autorisation d'engagement de **100 000 €**.

5. Correction d'une erreur matérielle sur un projet d'équipement scientifique SESAME

Par délibération n° CP 2022-406 du 10 novembre 2022, la Région a attribué une subvention d'investissement d'un montant de 600 000 € à l'ENSTA pour la mise en place d'une plateforme métrologique de pointe dédiée à la recherche en mécanique des fluides et à ses applications industrielles (projet 4D-Fluide) dans le cadre du programme SESAME. L'attribution de cette subvention a fait l'objet de la convention n° EX069271. Il est proposé de rectifier par avenant en annexe 8 à la délibération, la fiche-projet afin de corriger une erreur matérielle de saisie du taux d'intervention et des montants dans le plan de financement détaillé, et la date d'éligibilité des dépenses pour sa mise en conformité avec le texte de l'appel à projets. Cette modification est sans incidence budgétaire.

6. Affectation provisionnelle en vue d'assurer la valorisation des actions de la Région

Ce rapport propose également d'affecter à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **15 000 €**, afin de couvrir les dépenses de logistique engendrées par la participation de la Région à des manifestations et événements mis en œuvre en partenariat avec des acteurs franciliens de la recherche et de l'enseignement supérieur.

7. Affectations à la suite de caducité

Afin d'honorer les paiements des subventions dont les autorisations de programme et d'engagement sont tombées en caducité, il est proposé d'accorder **183 165,07 €** en réaffectations :

- 145 165,07 € pour le programme de fonctionnement 2021 du DIM ACAV+, porté par l'Observatoire de Paris ;
- 38 000 € pour le programme d'investissement 2020 du DIM OneHealth porté par l'INSERM.

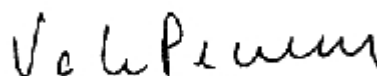
8. Les transferts de crédits

Afin de permettre ces affectations, il convient de transférer :

- 2 020 000 € depuis le chapitre 906 « Action Economique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », action 16700104 « Projets d'innovation et de transfert de technologies » vers le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », action 567001011 « Equipements scientifiques et technologiques » (CPER) du budget régional 2025 ;
- 100 000 € depuis le chapitre 936 « Action Economique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », action 16700107 « Projets d'innovation et de transfert de technologies » vers le chapitre 936 « Action Economique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-003 « Soutien à la diffusion de la recherche », action 16700302 « Coopération scientifique et accueil des chercheurs » du budget régional 2025.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXE AU RAPPORT

Annexe - Projets laureats SESAME 2025

Liste des projets lauréats de l'appel
« SESAME – Équipements et plateformes scientifiques et technologiques » 2025

Acronyme	Intitulé du projet	Thématique	Établissement bénéficiaire - signataire de la convention	Nom du laboratoire	Regroupement universitaire de rattachement	Montant de subvention attribuée (investissement)
BioALTO	Plateforme expérimentale à ALTO pour la recherche préclinique en hadronthérapie	Biologie Santé	CNRS DR04 Gif-sur-Yvette	Laboratoire de Physique des 2 Infinis Irène Joliot-Curie	Université Paris-Saclay	197 183 €
BioESEM	Observation en haute résolution des structures biologiques à conditions variables d'hydratation	Environnement Agrosiences	Centrale Supélec	Laboratoire de Génie des Procédés et Matériaux	Université Paris-Saclay	260 000 €
BIOSPA	Développement de techniques de biologie spatiale basées sur des marquages protéomique et transcriptomique pour l'étude des microenvironnements sains et pathologiques	Biologie Santé	Université Paris Cité	Centre de Recherche Cardiovasculaire de Paris	Alliance Sorbonne Paris Cité	300 000 €
CRYO FIB LASER Xplorer	Système de faisceau d'ions focalisés en conditions cryogéniques, couplé à l'ablation laser femtoseconde pour le nano-usinage et la nano-analyse des matériaux	Matériaux	Sorbonne Université	Institut de Minéralogie, Physique des Matériaux et Cosmochimie	Alliance Sorbonne Université	845 000 €
ESPOIR	Microscopie optique et super résolution pour l'innovation en recherche médicale	Biologie Santé	Université Paris Cité	Institut IMAGINE	Alliance Sorbonne Paris Cité	490 000 €
IBPC-SOMA	Structure et oligomérisation des macromolécules en biologie	Biologie Santé	Université Paris Cité	Institut de Biologie Physico-Chimique	Alliance Sorbonne Paris Cité	231 314 €

Acronyme	Intitulé du projet	Thématique	Établissement bénéficiaire - signataire de la convention	Nom du laboratoire	Regroupement universitaire de rattachement	Montant de subvention attribuée (investissement)
ÎLE-IA	Infrastructure Locale Étendue pour l'Intelligence Artificielle	Informatique SHS	Sorbonne Université	Centre d'Études de la Langue et des Littératures Françaises	Alliance Sorbonne Université	720 000 €
MasqLE	Masqueur de Lithographie Électronique pour la communauté académique scientifique et industrielle de Paris-Saclay	Physique Électronique	CNRS DR04 Gif-sur-Yvette	Centre de Nanosciences et de Nanotechnologies	Université Paris-Saclay	1 000 000 €
MDTA	Monitoring de la Dynamique et de la Turbulence Atmosphérique	Environnement Agrosiences	École Nationale des Ponts et Chaussées	Centre d'Enseignement et de Recherche en Environnement Atmosphérique	Institut Polytechnique de Paris	199 313 €
PRISMEVAL	Évaluation de la pratique d'activité physique, sportive et parasportive pour une optimisation des équipements et dispositifs d'appareillage adaptés dans le contexte de la transition écologique	Biologie Santé	Université Sorbonne Paris Nord	Institut de Biomécanique Humaine Georges Charpak	Alliance Sorbonne Paris Cité	357 190 €
SCOUT	Cytométrie spectrale pour la caractérisation optimale, l'analyse non supervisée et le tri d'éléments individuels	Biologie Santé	Université Paris-Saclay	Ingénierie et Plateformes au service de l'Innovation Thérapeutique	Université Paris-Saclay	500 000 €
ScreenFast	Technologie de rupture pour l'identification par criblage à haut contenu de nouveaux biomarqueurs et médicaments pour la santé	Biologie Santé	CEA	Institut de Radiobiologie Cellulaire et Moléculaire	Université Paris-Saclay	260 000 €
μALIVE@Mat @CY	Microscope AFM Liquide pour les sciences du Vivant & des Matériaux à Cergy	Matériaux	Cergy Paris Université	Institut des Matériaux	CY Alliance	140 000 €

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 20 NOVEMBRE 2025

SUBVENTIONS 2025 POUR LE SOUTIEN AUX ÉQUIPEMENTS SCIENTIFIQUES (SESAME, CPER ÉQUIPEMENT), INVESTISSEMENT GENOPOLE ET SOUTIEN À LA CIUP

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, tel que modifié par les règlements (UE) 2017/1084 du 14 juin 2017, (UE) 2020/972 du 2 juillet 2020, (UE) 2021/1237 du 23 juillet 2021, et (UE) 2023/1315 du 23 juin 2023 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026, adopté sur la base du règlement (UE) n° 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014 et modifié par les règlements (UE) 2017/1084, (UE) 2020/972, (UE) 2021/1237, et (UE) 2023/1315 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation et notamment son article L. 214-2 ;

VU la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche ;

VU la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 65-01 du 13 décembre 2001 modifiée portant création du Genopole ;

VU la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 portant adoption du règlement budgétaire et financier de la Région ;

VU la délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 adoptant la politique régionale en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche modifiée ;

VU la délibération n° CR 39-13 du 26 septembre 2013 par laquelle la Région a approuvé les nouveaux statuts du GIP Genopole ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 portant mesure aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens modifiée et première affectation 2015 en faveur du GIP Genopole et avenant n°1 à sa convention constitutive ;

VU la délibération n° CR 34-16 du 17 mars 2016 relative à la mise en place du nouveau Conseil Scientifique Régional (CSR) ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2019-142 du 19 mars 2019 portant ajustement des dispositifs régionaux en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU la délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021 modifiée portant désignation et remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 02 juillet 2021 portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 02 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-043 du 21 juillet 2021 portant révision de la charte pour une nouvelle éthique politique en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2021-044 du 21 juillet 2021 portant adoption du règlement intérieur du conseil régional (mandature 2021-2028) ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022 portant adoption du Schéma Régional de Développement Economique et d'Innovation d'Île-de-France 2022-2028 ;

VU la délibération n° CR 2022-046 du 06 juillet 2022 portant sur le CPER 2021-2027 ;

VU la délibération n° CR 2022-067 du 09 novembre 2022 portant adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation 2023-2028 ;

VU la délibération n° CP 2022-406 du 10 novembre 2022 portant attribution des subventions 2022 dans le cadre de la politique de soutien aux équipements scientifiques dont SESAME ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n°CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2^{ème} rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP 2023-288 du 05 juillet 2023 portant sur l'agence régionale de la promesse républicaine et de l'orientation et les nouvelles modalités pour les stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CP 2025-016 du 30 janvier 2025 portant sur la dotation 2025 (première affectation) au fonctionnement du GIP Genopole ;

VU la délibération n° CP 2023-338 du 21 septembre 2023 portant approbation de la convention d'objectifs et de moyens triennale avec le GIP Genopole sur la période 2024-2026 ;

VU la délibération n° CP 2025-202 du 19 juin 2025 par laquelle la Région a approuvé les nouveaux statuts du GIP Genopole ;

VU la délibération n° CP 2025-241 du 25 septembre 2025 portant sur la dotation 2025 (deuxième affectation) au fonctionnement du GIP Genopole ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-288 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : soutien aux équipements scientifiques dans le cadre du dispositif SESAME

Décide de participer au titre du dispositif « équipements et plateformes scientifiques et technologiques » au financement des projets d'équipements mi-lourds, détaillés en annexe 1 à la présente délibération (fiches projets), par l'attribution de 13 subventions d'investissement d'un montant maximum provisionnel de 5 500 000 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature par chaque bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **5 500 000 €** disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-001 (167001) « Soutien à la recherche et à l'innovation », action 16700101 « Equipements scientifiques et technologiques », du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions d'investissement à compter du 3 mars 2025 par dérogation prévue à l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 2 : soutien aux projets d'équipements scientifiques structurants dans le cadre du CPER 2021-2027

Décide de participer au titre du volet équipements scientifiques du Contrat Plan État-Région 2021-2027 au financement des projets d'équipements mi-lourds détaillés dans les fiches projets en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution de 2 subventions d'investissement d'un montant maximum provisionnel de 2 020 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chacun des bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **2 020 000 €** disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme RE 67-001 (567001) « Soutien à la recherche et à l'innovation », action 567001011 « Equipements scientifiques et technologiques », du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions d'investissement à compter du 1^{er} janvier 2025 par dérogation prévue à l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 3 : programme d'investissement 2025 du GIP Genopole

Décide d'attribuer une subvention d'un montant maximum de 1 700 000 € au titre du programme 2025 en investissement du GIP Genopole pour le financement des programmes détaillés dans la convention et les fiches projets jointes en annexe 4 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ladite subvention à la signature de la convention jointe en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 700 000 €** disponible sur le chapitre 906 « Action Economique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », action 16700104 « Projets d'innovation et de transfert de technologies » du budget 2025.

Considérant le lancement des programmes d'investissement par le GIP Genopole après l'adoption du budget 2025 par l'Assemblée Générale délibérante du GIP Genopole du 16 décembre 2024, autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er janvier 2025, par dérogation à l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 4 : soutien au réseau « Acc&ss Paris Île-de-France »

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional en faveur de l'accueil et de l'accompagnement des talents étrangers (réseau Acc&ss) », au financement du programme d'activités 2025 du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France » par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 100 000 € à la Fondation Nationale de la Cité Internationale Universitaire de Paris, selon la fiche-projet en annexe 6 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subventions à la signature de la convention figurant en annexe 7 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **100 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP67-003 « Soutien à la diffusion de la recherche », action 16700302 « Coopération scientifique et accueil des chercheurs » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche-projet, par dérogation prévue à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier.

Article 5 : avenant à la convention n° EX069271 (SESAME 2022 4D-Fluide)

Approuve l'avenant n°1 à la convention n° EX069271, tel que présenté en annexe 8 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 6 : affectations en vue d'actions de visibilité, études, évaluations

Affecte une autorisation d'engagement de **15 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP67-003 « Soutien à la diffusion de la recherche », action 16700304 « Evaluations, études, actions support (y compris CSR) » du budget 2025, afin de couvrir les dépenses de logistique engendrées par la participation

de la Région à des actions de communication mises en œuvre en partenariat avec des acteurs franciliens de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Article 7 : affectation à la suite de caducité – Observatoire de Paris

Affecte une autorisation d'engagement de **145 165,07 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP67-001 (167001) « Soutien à la recherche et à l'innovation », action 16700106 « programmes de recherche d'intérêt majeur » du budget 2025 en faveur de l'Observatoire de Paris (convention 21003810).

Article 8 : affectation à la suite de caducité – INSERM

Affecte une autorisation de programme de **38 000 €** disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP67-001 (167001) « Soutien à la recherche et à l'innovation », action 16700103 « programmes de recherche d'intérêt majeur » du budget 2025 en faveur de l'INSERM (convention 20002722).

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Fiches projets SESAME 2025

DOSSIER N° EX098152 - SESAME 2025 - IBPC-SOMA - Université Paris Cité

Dispositif : Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME) (n° 00000120)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-204182-167001-1800

Action : 16700101- Equipements scientifiques et technologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME)	354 314,00 € HT	65,29 %	231 314,00 €
	Montant total de la subvention		231 314,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS CITE
Adresse administrative : 85 BOULEVARD SAINT-GERMAIN
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Edouard KAMINSKI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'acquisition d'un système chromatographique en phase liquide couplé à la détection par diffusion de lumière (HPLC-MALS) pour l'analyse d'échantillons biologiques complexes.

Dates prévisionnelles : 3 mars 2025 - 20 novembre 2032

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Description :

Les laboratoires de l'Institut de Biologie Physico-Chimique (IBPC) sont pionniers et internationalement reconnus dans l'étude dynamique de complexes macromoléculaires impliqués dans l'expression génique (ARN-enzymes de maturation ou de dégradation, ARN-ribosomes) et les systèmes membranaires pour l'import de nutriments, l'efflux d'antibiotiques ou de drogues anticancéreuses, la signalisation intracellulaire... Le cœur de ce travail est de produire des échantillons biologiques de très haute qualité en termes de pureté, d'homogénéité et de stabilité en vue de leur caractérisation fonctionnelle et structurale. Le projet IBPC-SOMA vise à renforcer les moyens disponibles pour l'analyse d'échantillons biologiques complexes (protéines-ARN, protéines membranaires-surfactants) en amont. Ces mesures sont essentielles pour garantir la fiabilité et le succès des expériences sur les grands instruments de biophysique (cryomicroscopie électronique, lignes de lumière et résonance magnétique nucléaire à haut champ) dont le temps et l'accès sont limités et coûteux.

Le montage expérimental du projet IBPC-SOMA couple plusieurs techniques : chromatographie en phase liquide à haute pression (HPLC), détection de concentration (UV-visible et réfractométrie différentielle en

ligne – dRI) et diffusions de lumière statique multi-angles et dynamique (MALS et DLS). Il permettra de déterminer la composition et la stœchiométrie des échantillons et ainsi si leur qualité est suffisante pour une analyse sur grands instruments, et de mieux interpréter les résultats obtenus sur ces derniers. Les techniques utilisées présentent l'avantage de pouvoir mesurer précisément la masse des différents constituants et ainsi étudier la cible biologique d'intérêt séparée d'éventuels oligomères, agrégats ou contaminants. L'équipement sera doté d'un "four à colonne" pour thermostatier l'injection d'échantillon et d'un collecteur de fractions pour le récupérer, facilitant le traitement d'un grand nombre d'échantillons. Le module RI en ligne mesure la concentration des constituants n'absorbant pas la lumière UV tels que les détergents. Couplé à une détection UV-Vis, et aux détecteurs de lumière, il vise à déterminer la stœchiométrie des complexes et ainsi optimiser la préparation des échantillons pour les techniques biophysiques utilisant la diffusion (SAXS, SANS), la microscopie électronique et la cristallographie. Ce système versatile pourra être utilisé pour des mesures indépendantes de masse et d'interactions faibles (MALS) ainsi que de taille (DLS) hors ligne. Il est évolutif et prévu pour l'ajout de futurs modules pour l'étude de vésicules, liposomes et nanoparticules et de mesures d'interactions spécifiques ou non spécifiques (Composition-Gradient MALS). Les locaux de la plateforme de biophysique ont été récemment rénovés et incluent un équipement complémentaire, un microcalorimètre pour l'étude thermodynamique des interactions protéines-ligands ou entre macromolécules biologiques. L'équipement sera ouvert aux laboratoires académiques et industriels sur la base d'une tarification certifiée.

Ce montage complet HPLC-MALS-DLS-RI, équipé d'un injecteur automatique, d'un four à colonne et d'un collecteur de fractions, sera unique en Île-de-France. Actuellement, aucune plateforme en région parisienne ne propose ce type d'analyse. L'Institut Pasteur et l'Institut de Biologie Intégrative de la Cellule sur le plateau de Saclay disposent d'une plateforme permettant des mesures de masse, mais sans mesure indépendante de taille par DLS. Le projet renforcera l'attractivité de l'IBPC et de la région Ile-de-France en biologie structurale. A titre d'exemple, parmi les 19 post-doctorants accueillis dans le cadre du programme européen COFUND FP-DYNAMO-Paris depuis 2020, 6 d'entre eux sont venus spécifiquement pour utiliser l'instrumentation en biologie structurale d'Ile de France et la plateforme de biophysique de l'IBPC. L'IBPC a aussi reçu des étudiants américains de la Fondation Fullbright et au cours des 6 dernières années, au moins 7 chercheurs ont été lauréats de financements du conseil européen de la recherche ERC.

Détail du calcul de la subvention :

Le cofinancement est apporté par le réseau national d'infrastructures en Biologie, Santé Agronomie (IBISA), l'établissement porteur Université Paris Cité et le LabEx DYNAMO.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Détection indice de réfraction et diffusions de lumière statique multi-angles et dynamique (RI-MALS-DLS)	281 592,00	79,48%
Chromatographie liquide HPLC	68 816,00	19,42%
Formation sur site à l'installation des équipements	3 906,00	1,10%
Total	354 314,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	231 314,00	65,29%
Infrastructures en Biologie, Santé et Agronomie (IBISA)	63 000,00	17,78%
Université Paris Cité	30 000,00	8,47%
Laboratoire d'Excellence "Dynamique des membranes transductrices d'énergie : biogénèse et organisation supramoléculaire" (LabEx DYNAMO)	30 000,00	8,47%
Total	354 314,00	100,00%

DOSSIER N° EX098154 - SESAME 2025 - ESPOIR - Université Paris Cité

Dispositif : Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME) (n° 00000120)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-204182-167001-1800

Action : 16700101- Equipements scientifiques et technologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME)	999 880,00 € HT	49,01 %	490 000,00 €
	Montant total de la subvention		490 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS CITE
Adresse administrative : 85 BOULEVARD SAINT-GERMAIN
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Edouard KAMINSKI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'acquisition d'un microscope super-résolution confocal multimodal STED-3D, biphotonique et à temps de vie de fluorescence FLIM.

Dates prévisionnelles : 3 mars 2025 - 20 novembre 2032

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Description :

Le projet ESPOIR a pour ambition de doter le campus Necker et la région Île-de-France de son premier microscope multimodal intégrant les avancées les plus récentes dans le domaine de l'imagerie photonique indispensable à la recherche biomédicale. L'équipement sera accueilli sur la plateforme d'imagerie cellulaire de la SFR Necker localisée à l'Institut Imagine, sous la supervision d'ingénieurs titulaires qualifiés et ouverte à la communauté scientifique du monde académique et industriel. Elle a souffert en 2021 d'une perte de capacité en microscopie biphotonique et FLIM confocale et elle est aujourd'hui confrontée à un vieillissement de son système STED. L'acquisition du nouvel équipement représente donc un enjeu crucial, non seulement pour remettre à niveau ses capacités technologiques, mais aussi pour positionner durablement la plateforme et le campus Necker à l'avant-garde de l'innovation en imagerie.

Le nouvel équipement offre plusieurs modalités de pointe pour offrir une flexibilité et une précision sans précédent dans l'observation de processus biologiques complexes. Ce système multi-échelle combine de manière unique la microscopie optique confocale avec (i) un module de super-résolution STED-3D offrant

une résolution nanométrique même en profondeur, (ii) un module biphotonique permettant l'imagerie tissulaire et intra-vitale et (iii) un module de temps de vie de fluorescence (FLIM) permettant d'analyser les propriétés dynamiques des molécules fluorescentes et de réaliser la séparation spectrale dans les différentes modalités du microscope (FLIM-confocale, FLIM-STED, FLIM-multi-photon). Ce microscope multimodal à la pointe des technologies photoniques et à la configuration unique sera le premier en France.

Chaque année, la plateforme accueille plus de 200 utilisateurs, issus du secteur public ou privé et forme près de 100 nouveaux utilisateurs. Ces formations incluent un rappel des fondamentaux en optique ainsi qu'une mise en pratique sur l'utilisation des microscopes et des logiciels associés. Les efforts conjoints au sein des nombreuses collaborations ont donné lieu à la publication de plus de 70 articles scientifiques notamment dans ces domaines d'imagerie biphotonique, FLIM-confocal et STED. Le projet ESPOIR fédère sur le campus Necker 2 instituts de recherche (Institut Imagine et l'INEM) et une unité de recherche (Biologie Intégrée du Globule Rouge et de l'Érythropoïèse BGR). Le projet a aussi su fédérer, au-delà du campus Necker, 9 instituts en Île-de-France dont 4 plateformes d'imagerie. Cette collaboration étendue a conduit à la création d'un consortium FLIM, piloté par ces plateformes. Il a aussi reçu le soutien de 3 industriels (MAPREG, SANOFI, NaOX). Au total le projet ESPOIR est soutenu par 25 équipes, 4 plateformes réparties sur 11 instituts de recherche en Île-de-France et 3 industriels.

Détail du calcul de la subvention :

Le cofinancement est apporté par l'Institut Imagine, l'établissement porteur Université Paris Cité, l'Institut Necker Enfants Malades, la plateforme SFR Necker et 17 équipes de recherche.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Microscope multimodal STED-3D et FLIM	834 873,00	83,50%
Laser biphoton	165 007,00	16,50%
Total	999 880,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	490 000,00	49,01%
Institut IMAGINE	300 000,00	30,00%
Université Paris Cité	100 000,00	10,00%
Institut Necker Enfants Malades	50 000,00	5,00%
Structure Fédérative de Recherche Necker	16 380,00	1,64%
Equipes de recherche	43 500,00	4,35%
Total	999 880,00	100,00%

DOSSIER N° EX098155 - SESAME 2025 - SCOUT - Université Paris-Saclay

Dispositif : Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME) (n° 00000120)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-204182-167001-1800

Action : 16700101- Equipements scientifiques et technologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME)	1 000 000,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS SACLAY
Adresse administrative : 3 RUE JOLIOT-CURIE
91190 GIF SUR YVETTE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Camille GALAP, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un cytomètre trieur spectral pour la plateforme CYM de la Faculté de pharmacie à Orsay (91), et d'un analyseur spectral pour la plateforme CYMAGES de l'UFR Simone Veil-Santé à Montigny-le-Bretonneux (78).

Dates prévisionnelles : 3 mars 2025 - 20 novembre 2032

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif

Description :

Le projet SCOUT a pour objectif de doter les chercheurs de la communauté Paris Saclay, qu'ils travaillent dans le secteur académique ou privé, d'un accès facilité à des équipements de pointe en cytométrie spectrale. Il fédère 15 laboratoires et résulte d'une analyse des besoins des utilisateurs des plateformes du réseau « Cytométrie Paris-Saclay » créé en 2023 et de leur réflexion collégiale pour mutualiser les expertises et les ressources technologiques dans ces domaines. Il s'inscrit dans une action globale de structuration et favorisera les collaborations entre les différentes unités de recherche des territoires Paris-Saclay et de Saint-Quentin-en-Yvelines, avec également un potentiel fort d'interactions avec les centres hospitaliers associés : Groupe HospitaNE (Orsay), Raymond Poincaré (Garches), Ambroise Paré (Boulogne) et Foch (Suresnes).

Plus précisément, il vise ainsi à acquérir un cytomètre trieur spectral pour la plateforme CYM de la Faculté de pharmacie d'Orsay (91) de l'Université Paris-Saclay qui sera installé dans un laboratoire de niveau de sécurité biologique L2 dans le bâtiment Henri Moissan, et un cytomètre analyseur spectral pour la

plateforme CYMAGES de l'UFR Simone Veil Santé de l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines à Montigny-le-Bretonneux (78).

Ces équipements, dotés de 5 lasers répondront au besoin de multiplexage accru des marqueurs (>35) pour des analyses non supervisées, une résolution optimisée des signaux avec gestion de l'auto-fluorescence, la possibilité de travailler sur des microparticules et microvésicules et même des éléments de très petite taille (< 90 nm) l'utilisation de sondes non conventionnelles et enfin le tri des populations cellulaires et particulières identifiées. Les équipes travaillant sur des cellules issues de modèles animaux ou de patients pourront exploiter au mieux ces échantillons rares et précieux dans des conditions de sécurité biologique optimales.

4 agents à temps plein et 2 enseignants-chercheurs mobiliseront leurs expertises et compétences complémentaires pour la mise en place et le bon déroulement du projet. En combinant leurs approches expérimentales, les 2 plateformes pourront standardiser des protocoles de marquage spectral, développer des panels optimisés et affiner les stratégies de tri de sous-populations rares ou hétérogènes. Le partage des protocoles, des titres des anticorps, des compétences bio-informatiques et des outils d'analyse permettra d'accroître la reproductibilité et la profondeur des résultats. Ce projet favorisera également la formation croisée des personnels et des utilisateurs, créant une dynamique collaborative durable. Il sera l'occasion de développer localement les processus d'analyse de données non-supervisées, grâce à l'existence d'une plateforme dédiée, BioInfo, au sein du laboratoire « Ingénierie et Plateformes au Service de l'Innovation Thérapeutique Ingénierie ». Ceci facilitera l'obtention de nouveaux contrats.

La répartition territoriale optimisée des ressources technologiques offrira un accès de proximité minimisant ainsi les temps de trajets intersites ainsi que les contraintes matérielles liées à ces transferts. Leur implantation sur des plateformes dotées d'infrastructures adaptées et de personnel qualifié favorisera l'accompagnement des projets de recherche fondamentale en chimie pour la santé, biologie et médecine, et de recherche translationnelle et clinique. À terme, il participera à leur positionnement comme un pôle de référence en cytométrie spectrale et tri dans la recherche biomédicale.

Détail du calcul de la subvention :

Le cofinancement sera apporté par l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, l'Université Paris-Saclay (AAP interne équipement) et le laboratoire coordinateur IPSIT et les tutelles Inserm et CNRS.

Localisation géographique :

- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cytomètre trieur spectral	572 360,00	57,24%
Analyseur spectral	427 640,00	42,76%
Total	1 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	500 000,00	50,00%
Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines	250 000,00	25,00%
Université Paris-Saclay (AAP interne équipement)	100 000,00	10,00%
Laboratoire IPSIT	70 000,00	7,00%
INSERM	50 000,00	5,00%
CNRS	30 000,00	3,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX098156 - SESAME 2025 - PRISMEVAL - Université Sorbonne Paris Nord

Dispositif : Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME) (n° 00000120)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-204182-167001-1800

Action : 16700101- Equipements scientifiques et technologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME)	597 190,00 € HT	59,81 %	357 190,00 €
Montant total de la subvention			357 190,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIV PARIS XIII PARIS NORD VILLETANEUSE
(UNIVERSITE SORBONNE PARIS NORD)

Adresse administrative : 99 AVENUE JEAN-BAPTISTE CLEMENT
93430 VILLETANEUSE

Statut Juridique : Etablissement Public National d'Enseignement

Représentant : Madame NATHALIE CHARNAUX, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : développement d'une plateforme innovante d'évaluation biomécanique et physiologique dédiée à l'activité physique, au sport et au parasport.

Dates prévisionnelles : 3 mars 2025 - 20 novembre 2032

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Description :

Le projet PRISMEVAL vise à créer une plateforme sportive innovante de 550 m² dédiée à l'évaluation de la condition physique et à l'accompagnement personnalisé accessible à tous et toutes quel que soit le type ou niveau de handicap. La plateforme comportera une piste instrumentée de 50 m, unique en Île-de-France, et des outils de pointe pour analyser la biomécanique et la physiologie du mouvement. Ce lieu polyvalent accueillera toutes disciplines sportives et parasportives, et permettra un suivi individualisé favorisant la prévention des blessures, l'optimisation des performances et le développement de nouveaux dispositifs technologiques. Intégrée au nouveau bâtiment PRISME (13 100 m²) également soutenu par la Région à hauteur de 4M€, héritage des Jeux Paralympiques de Paris 2024, PRISMEVAL renforcera la visibilité de la région Île-de-France et de l'Université Sorbonne Paris Nord dans les domaines du sport, et de la recherche en sciences du sport, tout en stimulant l'innovation pour un matériel durable, performant et adapté.

L'USPN a mis en place un Institut Fédératif de Recherche et de Formation (IFRF) PROmotion de la Santé, du Pouvoir d'agir et de l'Emancipation des Citoyens dans leur Territoire, par une approche

Inclusive et une Vie active (PROSPECTIVE). Il est constitué de 7 laboratoires dont l'Institut de Biomécanique Humaine Georges Charpak, et d'un Groupement d'Intérêt Scientifique qui a pour but de développer la recherche et la formation autour de l'inclusion, du sport et du handicap. 7 enseignants-chercheurs ont été recrutés depuis 2018 plus 2 financements de thèse afin d'initier les projets de recherche et de rendre l'IFRF opérationnel dès l'ouverture de PRISME.

PRISMEVAL s'inscrit dans une dynamique régionale forte autour de l'inclusion, du sport et du parasport où l'INI-CERAH, l'ISPC de l'Hôpital Raymond-Poincaré, l'UMS-Autonomie et Handilab permettront des collaborations complémentaires fondamentales. Les infrastructures associées à ces structures sont réparties sur le territoire francilien. Ce maillage géographique contribue à positionner la région comme un pôle d'excellence scientifique et technologique dans le champ du handicap et de l'autonomie. Au-delà de cette dispersion spatiale, chaque entité présente une identité propre. Ensemble, ces structures forment un écosystème innovant et singulier, appelé à renforcer le rayonnement international de la région dans le domaine du handicap, de l'autonomie et de la recherche en science du mouvement.

PRISMEVAL voit son caractère exceptionnel à la fois dans ses dimensions, son accès simplifié à des équipements sportifs adaptés et surtout sa proximité avec les usagers du PRISME, présentant tout type de spécificités (e.g. sportif de haut-niveau, handicap locomoteur, handicap mental). Ces atouts vont assurer la réussite de ce projet et ainsi favoriser les avancées scientifiques, techniques et technologiques dans la région. En conséquence, PRISMEVAL aura un pouvoir attractif fort pour les entreprises abordant les questions de l'équipement sportif, parasportif, mais aussi des dispositifs d'appareillages et souhaitant développer leurs technologies. Plusieurs entreprises ont déjà apporté en ce sens leur soutien au projet. Enfin, cette plateforme sera un lieu de formation, initiale mais également professionnelles, et positionnera la région idéalement parmi les établissements de formations relatifs à l'inclusion, au sport, et au parasport.

Détail du calcul de la subvention :

Le cofinancement est apporté par l'établissement porteur Université Sorbonne Paris Nord, sa fondation et le département Seine-Saint-Denis (93).

Localisation géographique :

- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Plateformes de force x6	127 800,00	21,40%
Systèmes de capture de mouvement (19 caméras, amplificateurs et connectique, logiciel)	272 277,00	45,59%
Dispositif d'évaluation isocinétique	136 070,00	22,79%
Installation des équipements, formation à leur utilisation et extension garantie / maintenance	61 043,00	10,22%
Total	597 190,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	357 190,00	59,81%
Fondation USPN	140 000,00	23,44%
Université Sorbonne Paris Nord	50 000,00	8,37%
Département Seine-Saint-Denis 93	50 000,00	8,37%
Total	597 190,00	100,00%

DOSSIER N° EX098160 - SESAME 2025 - BIOSPA - Université Paris Cité

Dispositif : Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME) (n° 00000120)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-204182-167001-1800

Action : 16700101- Equipements scientifiques et technologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME)	463 090,00 € HT	64,78 %	300 000,00 €
Montant total de la subvention			300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS CITE
Adresse administrative : 85 BOULEVARD SAINT-GERMAIN
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Edouard KAMINSKI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'une plateforme hyperplex à haut débit, entièrement automatisée pour des analyses en protéomique spatiale, transcriptomique et multi-omique d'échantillons de tissus

Dates prévisionnelles : 3 mars 2025 - 20 novembre 2032

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif

Description :

Le projet porté par la plateforme Histologie, Immunomarquage et Imagerie du tissu de l'Université Paris Cité en partenariat avec le centre de recherche cardiovasculaire de Paris (PARCC, Inserm UMR970) vise à accélérer l'exploration des interactions cellulaires et moléculaires dans les tissus cardiaques, vasculaires, rénaux et tumoraux grâce au développement de techniques avancées de biologie spatiale. L'objectif central est de mieux comprendre les mécanismes d'adaptation des organes à leur environnement normal ou pathologique, en particulier lors de maladies telles que l'infarctus du myocarde, l'athérosclérose, les maladies rénales ou les cancers, afin d'identifier de nouveaux biomarqueurs et cibles thérapeutiques. A ce titre, la plateforme PH2I souhaite se doter d'un automate d'immunofluorescence hyperplex Lunaphore COMET™.

La plateforme PH2I, reconnue pour son expertise en histologie et en imagerie multiparamétrique, s'appuie sur des équipements de pointe et une démarche qualité labellisée IBISA (labellisation obtenue en 2022). La plateforme est ouverte à tout laboratoire ou société, public ou privé. Actuellement, 70 % de l'activité

répond aux besoins des équipes internes, tandis que 30 % est dédié aux collaborations externes. Elle propose une prise en charge complète des échantillons, de la préparation à l'analyse quantitative automatisée, et collabore étroitement avec des équipes académiques, hospitalières et industrielles.

L'acquisition de l'automate d'immunofluorescence hyperplex COMET™ de Lunaphore représente une avancée majeure pour le projet. Cette technologie permet de détecter simultanément plus de 40 marqueurs sur une même coupe tissulaire, avec une résolution subcellulaire et une automatisation complète du processus, facilitant ainsi l'étude des interactions cellulaires complexes et la cartographie du microenvironnement tissulaire dans des contextes variés (cœur, rein, tumeur, tissu métabolique). Grâce à cette approche, il devient possible d'identifier et de quantifier des sous-populations cellulaires, de révéler la colocalisation de biomarqueurs, et d'établir des corrélations fines entre organisation spatiale et réponses cliniques, notamment en immuno-oncologie et dans l'étude des complications du diabète. L'intégration d'outils d'intelligence artificielle pour l'analyse d'image et l'annotation collaborative à distance renforce la capacité de la plateforme à générer, exploiter et partager des données de haute qualité à grande échelle.

Ce projet s'inscrit dans une dynamique régionale et nationale d'excellence, visant à renforcer la compétitivité de la recherche biomédicale française et à soutenir le développement de la médecine personnalisée. Grâce à cette infrastructure, les chercheurs où qu'ils se trouvent pourront exploiter des données complexes de manière efficace et accélérer leurs travaux sans contrainte logistique.

Détail du calcul de la subvention :

Le cofinancement est apporté par le programme de recherche France 2030 PEPR « Biothérapies et Bioproduction de Thérapies Innovantes » BBTI (projet RNAVac), le Centre de recherche cardiovasculaire de Paris et le regroupement Alliance Sorbonne Paris Cité.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Système automatisé de coloration et d'imagerie hyperplex pour l'immunofluorescence (dont logiciel, accessoires, installation, formation et maintenance)	463 090,00	100,00%
Total	463 090,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	300 000,00	64,78%
ANR Programme de Recherche PEPR "Biothérapies et Bioproduction de Thérapies Innovantes" BBTI (projet RNAVAc)	100 000,00	21,59%
Centre de recherche cardiovasculaire de Paris (ParCC)	43 090,00	9,30%
Alliance Sorbonne Paris Cité	20 000,00	4,32%
Total	463 090,00	100,00%

DOSSIER N° EX098161 - SESAME 2025 - BioALTO - CNRS MOY400 Gif-sur-Yvette

Dispositif : Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME) (n° 00000120)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-204182-167001-1800

Action : 16700101- Equipements scientifiques et technologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME)	298 762,00 € HT	66,00 %	197 183,00 €
Montant total de la subvention			197 183,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNRS MOY400 ILE-DE-FRANCE GIF-SUR-YVETTE

Adresse administrative : 1 AVENUE DE LA TERRASSE
91190 GIF SUR YVETTE

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur BENOIT FORET, DELEGUE REGIONAL

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place d'une plateforme expérimentale de recherche préclinique en hadronthérapie sur l'accélérateur ALTO.

Dates prévisionnelles : 3 mars 2025 - 20 novembre 2032

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Description :

Le projet BioALTO, a pour objectif de développer une plateforme expérimentale dédiée à la recherche préclinique de pointe dans le domaine de l'hadronthérapie et de la radiobiologie, exploitant des faisceaux d'ions plus lourds à différents niveaux de débit de dose.

Le nouveau dispositif expérimental sera développé au sein de l'accélérateur tandem ALTO à Orsay. Il intègre l'amélioration d'une ligne d'irradiation cellulaire déjà existante, transférée lors du démantèlement de l'accélérateur de l'Institut de Physique Nucléaire de Lyon, par le remplacement de la source d'ions (duoplasmatron) datant de 1960, afin d'accroître sa fiabilité et d'obtenir des faisceaux d'ions avec une fluence plus élevée requise pour les débits de dose FLASH. Cette amélioration passe aussi par l'acquisition d'un nouveau système de stabilisation et de régulation de la tension d'accélération, et un profileur de faisceau afin de faciliter son alignement et garantir la reproductibilité et la répétabilité lors des irradiations. Associée à des outils de simulation, elle permettra d'optimiser le temps d'irradiation et donc la consommation d'énergie. Il aussi vise à équiper une station d'irradiation en fin de ligne pour la réalisation

de nouvelles expériences de radiobiologie. Elle s'appuie sur un dispositif existant dont les éléments de vide seront rénovés pour une interopérabilité complète avec l'installation et tirer profit des multiples ions et énergies disponibles. Afin de garantir la survie cellulaire des échantillons lors de l'irradiation, une enceinte moderne capable de contrôler l'environnement des échantillons (pression, température, humidité) sera installée. L'IJCLab développera en interne un profileur de faisceau non-interceptif au plus proche des cellules pour connaître l'intensité, la forme et l'homogénéité du faisceau en temps réel, pour le débit de dose conventionnel ou ultra-haut débit en flashthérapie. En collaboration avec l'Institut de Microélectronique de Barcelone, un microdosimètre en silicium dédié avec une architecture cylindrique 3D sera aussi développé pour réaliser des cartes de l'intensité du faisceau. Les résultats obtenus pourront être comparés à un détecteur de diamant. Une chambre d'ionisation à cavité d'air et de films radiochromiques établira les valeurs dosimétriques de référence à partir du formalisme international défini en hadronthérapie. De manière connexe au projet et financé par ailleurs par le laboratoire, une salle de culture cellulaire équipée (hotte à flux laminaire, incubateur, microscope ...) pour la préparation, le stockage et l'analyse des échantillons biologiques sera disponible à proximité de la ligne.

La plateforme BioALTO répond à la demande croissante en faisceaux d'ions de l'importante communauté engagée dans la recherche de thérapies innovantes et la Recherche et développement pour le traitement du cancer, en région Île-de-France. Il s'agit d'un projet multidisciplinaire rendu possible par les moyens et compétences de haut niveau de l'IJCLab (notamment un accélérateur polyvalent, une grande expertise en physique des accélérateurs, des détecteurs et des applications médicales, notamment la radiothérapie externe) et en collaboration avec des partenaires reconnus comme Gustave Roussy, l'Institut de Microélectronique de Barcelone, Espagne et l'équipementier Accelerators & Cryogenic Systems. Ce dernier travaillera de concert avec les pôles Physique des Accélérateurs et Ingénierie d'IJCLab qui mobiliseront des moyens humains important pour la mise en place du projet. Les différentes équipes partenaires participeront à la mise en place de la dosimétrie pré-clinique, en apportant un soutien méthodologique notamment lors des phases de mise en service des faisceaux, à la mise en place d'un programme d'assurance qualité adapté à la radiobiologie, et à la mise en place de stratégies de dosimétrie in vitro. Gustave Roussy contribuera également à définir les priorités de recherche en phase avec les visions stratégiques nationales comme le réseau national RADIOTRANSNET qui rassemble l'expertise en radio-oncologie.

Ce dispositif expérimental sera unique en France, grâce aux nouveaux équipements qui seront installés et les divers faisceaux d'ions et énergies disponibles à ALTO, qui ne sont actuellement pas disponibles dans d'autres plateformes d'irradiation. Elle offrira un continuum sans précédent pour la réalisation d'expériences de radiobiologie accessible gratuitement aux utilisateurs nationaux et internationaux qui souhaitent réaliser des expériences à des fins de recherche, et par prestations facturées aux industriels.

Détail du calcul de la subvention :

Le cofinancement est apporté par le laboratoire coordinateur IJCLab.

Localisation géographique :

- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ligne ALTO (source d'ions, systèmes de monitoring et de stabilisation, profileur de faisceau)	127 778,00	42,77%
Ligne BioALTO (système sous vide, chambre d'ionisation, monitoring et microdosimètre, profileur de faisceau)	170 984,00	57,23%
Total	298 762,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	197 183,00	66,00%
Laboratoire IJCLab	101 579,00	34,00%
Total	298 762,00	100,00%

DOSSIER N° EX098162 - SESAME 2025 - ScreenFast - CEA

Dispositif : Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME) (n° 00000120)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-204182-167001-1800

Action : 16700101- Equipements scientifiques et technologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME)	439 665,00 € HT	59,14 %	260 000,00 €
Montant total de la subvention			260 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMISSARIAT A L' ENERGIE ATOMIQUE
ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES -
CENTRE DE FONTENAY-AUX-ROSES

Adresse administrative : 18 ROUTE DU PANORAMA
92260 FONTENAY AUX ROSES

Statut Juridique :

Représentant : Madame Anne Flüry-Hérard, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'acquisition d'un équipement de criblage cellulaire à haut contenu (High Content Screening, HCS) de dernière génération.

Dates prévisionnelles : 3 mars 2025 - 20 novembre 2032

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Description :

Le projet ScreenFast s'inscrit dans une stratégie de renforcement des capacités technologiques de la plateforme de criblage PARi de l'institut de Radiobiologie Cellulaire et Moléculaire (iRCM) sur le site Fontenay-aux-Roses du CEA. Il vise l'acquisition d'un équipement de criblage cellulaire à haut contenu (High Content Screening, HCS) de dernière génération, unique en France, afin de répondre aux besoins croissants en analyse automatisée de modèles cellulaires complexes. La plateforme PARi est déjà un point de convergence pour de nombreux projets franciliens, en radiobiologie, oncologie, neurobiologie ou pharmacologie, et dispose d'une labellisation IBISA depuis 2009, renouvelée en 2023.

L'équipement de criblage automatisé par imagerie à très haut débit permettra de combiner une vitesse d'acquisition jusqu'alors jamais atteinte, dix fois plus rapide que les systèmes actuels, avec une résolution subcellulaire sur 5 canaux d'imagerie et une caméra grand champ couvrant l'intégralité du puits. Il se compose d'un microscope automatisé couplé à un passeur de plaques, et repose sur une architecture

optique innovante à 4 têtes d'imagerie parallèles pour l'acquisition complète d'une plaque 384 puits en moins de 13 minutes, sans compromis sur la qualité d'image. Cette configuration rend possibles des acquisitions cinétiques sur cellules vivantes, ainsi que l'observation de structures subcellulaires, critiques pour les études de réparation de l'ADN, de migration cellulaire ou de signalisation intracellulaire. Le microscope est doté d'un logiciel d'analyse d'image performant, basé sur l'intelligence artificielle, avec interface de programmation visuelle, capable d'assurer une analyse en temps réel des images acquises avec une segmentation fine de structures cellulaires et l'extraction de multiples paramètres (intensités, morphologies, localisations) pour une lecture multiparamétrique. La robotisation du chargement des plaques garantit la compatibilité avec des criblages longue durée ou en série sur de grandes banques (siARN, miARN, petites molécules). Ces technologies de pointes amélioreront la robustesse des données et multiplieront les paramètres phénotypiques exploitables pour accélérer les découvertes en radiobiologie, cancérologie, pharmacologie, et biologie des cellules souches.

Le projet ScreenFast a généré l'adhésion de plus de 20 laboratoires académiques franciliens et de la manifestation d'intérêt de plusieurs industriels (PearlBiosystem, Iktos), qui bénéficieront directement de l'ouverture de cet équipement. L'implantation de sur le site du CEA Fontenay-aux-Roses, au sein de l'infrastructure de l'IRCM, offre une synergie exceptionnelle avec les plateformes existantes (cytométrie, irradiation, microscopie, animalerie, biologie moléculaire et biochimie, etc.) et permettra de structurer un pôle d'excellence en criblage intégré au sein de l'écosystème Paris-Saclay. Le projet s'inscrit dans la volonté de développer un centre de référence en radiobiologie pour la recherche et l'analyse de nouvelles molécules radiosensibilisantes utilisables en radiothérapie, et/ou radio-protectrices des tissus sains en lien avec les missions de l'IRCM du CEA, de l'institut Curie et de l'institut Gustave Roussy associés au projet.

Détail du calcul de la subvention :

Le cofinancement est apporté par les structures internes CEA à différents niveau (institut, laboratoire...).

Localisation géographique :

- FONTENAY-AUX-ROSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Microscope pour le criblage à haut débit	365 752,00	83,19%
Passeur de plaques robotisé	73 913,00	16,81%
Total	439 665,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	260 000,00	59,14%
Institut de Radiobiologie Cellulaire et Moléculaire	99 665,00	22,67%
Institut de Biologie François Jacob	50 000,00	11,37%
Laboratoire Stabilité Génétique, Cellules Souches et Radiations	30 000,00	6,82%
Total	439 665,00	100,00%

DOSSIER N° EX098163 - SESAME 2025 - MDTA - ENPC

Dispositif : Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME) (n° 00000120)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-204182-167001-1800

Action : 16700101- Equipements scientifiques et technologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME)	301 990,00 € HT	66,00 %	199 313,00 €
	Montant total de la subvention		199 313,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES
Adresse administrative : 6-8 AVENUE BLAISE PASCAL
77420 CHAMPS SUR MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Anthony BRIANT, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : jouvence et mise à niveau d'un lidar doppler scannant pour le monitoring des profils de vitesse de vent et de turbulence à l'observatoire du SIRTa.

Dates prévisionnelles : 3 mars 2025 - 20 novembre 2032

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Description :

Le projet concerne l'achat d'un lidar doppler scannant pour le monitoring des profils de vitesse de vent et de turbulence à l'observatoire du "Site Instrumental de Recherche par Télédétection Atmosphérique" (SIRTa). Il permettra de faire le lien entre des simulations de CFD 3D locales au niveau de l'observatoire et leur validation par des données expérimentales au niveau de la couche atmosphérique, jusqu'à sa limite dynamique. Les enjeux scientifiques visés sont soit climatiques (évolution de la température dans la couche limite atmosphérique), soit sanitaires (vagues de chaleur, dispersion atmosphérique de polluants). Ces phénomènes sont exacerbés en milieu urbain : la région parisienne constitue un cas d'étude particulièrement complexe compte tenu de l'influence de la dynamique atmosphérique dans le bassin parisien et de la multitude de sources d'émission de chaleur et de polluants atmosphériques.

Un technicien et 2 ingénieurs seront associés au fonctionnement de cet équipement. L'équipe sera constituée de personnels ENPC, EDF et IPSL sur le site du SIRTa à Palaiseau. L'équipe dispose d'un bureau sur place. Elle pourra aussi s'appuyer sur les moyens informatiques du SIRTa pour la partie acquisition et stockage de données. Les données

fournies par le lidar Doppler alimenteront les serveurs de l'IPSL et seront mises à disposition de la communauté scientifique française et européenne. Cette base de données publiques sera alors totalement libre d'accès en respectant la politique définie par la charte d'utilisation des données SIRTa.

Le SIRTa constitue l'un des quelques sites en Europe offrant l'instrumentation, les installations, et les capacités d'accueil nécessaires pour étudier les processus physico-chimiques atmosphériques, de la surface au sommet de la troposphère, en passant par la couche limite, pour mieux comprendre les rétroactions climatiques aux échelles régionales et décennales, pour évaluer les modèles atmosphériques (climat, météo, chimie-transport) et pour valider les observations spatiales. Les enjeux au niveau de la région sont soit climatiques (évolution de la température dans la couche limite atmosphérique), soit sanitaires (vagues de chaleur, dispersion atmosphérique de polluants). L'acquisition de ce nouveau matériel devrait permettre une meilleure connaissance de la couche limite atmosphérique et il permettra des comparaisons intéressantes entre les comportements de cette dernière en milieu urbain avec le lidar sur le toit de Jussieu et à l'avenir au LISA_PGR au sud-est de Paris et le futur doppler scannant sur le site péri-urbain du SIRTa. L'ensemble permettra d'avoir un système performant pour monitorer la dynamique de la couche limite au dessus du SIRTa en zone péri-urbaine et être capable de caractériser les gradients avec le centre de Paris en zone urbaine, pour les analyses de qualité de l'air mais aussi d'ilots de chaleur urbains. Enfin, le financement régional rayonnera au travers du réseau ACTRIS-EU via le Site Instrumenté régional SIRTa composé d'une quinzaine de supersites au niveau Européen, dont les lidars Doppler font partie du noyau dur des instruments indispensables pour pouvoir être associés.

Détail du calcul de la subvention :

Le cofinancement est apporté par les tutelles EDF et ENPC, l'Ecole Polytechnique et l'Institut Simon Laplace.

Localisation géographique :

- CHAMPS-SUR-MARNE
- SACLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Lidar doppler scannant (installation, formation, garantie)	301 990,00	100,00%
Total	301 990,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	199 313,00	66,00%
EDF	62 677,00	20,75%
Institut Simon Laplace	20 000,00	6,62%
Ecole Nationale des Ponts et Chaussées	10 000,00	3,31%
Ecole Polytechnique	10 000,00	3,31%
Total	301 990,00	100,00%

DOSSIER N° EX098164 - SESAME 2025 - BioESEM - Centrale Supélec

Dispositif : Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME) (n° 00000120)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-204182-167001-1800

Action : 16700101- Equipements scientifiques et technologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME)	462 900,00 € HT	56,17 %	260 000,00 €
	Montant total de la subvention		260 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRALESUPELEC
Adresse administrative : 3 RUE JOLIOT-CURIE
91190 GIF SUR YVETTE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur ROMAIN SOUBEYRAN, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un microscope électronique à balayage environnemental équipé d'un canon à émission de champ (FEG-ESEM) pour observer et modéliser des structures biologiques.

Dates prévisionnelles : 3 mars 2025 - 20 novembre 2032

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Description :

Ce projet, porté par trois laboratoires de l'Université Paris-Saclay fortement impliqués à la fois en sciences de l'ingénieur et en sciences de la vie, a pour objectif l'acquisition d'un équipement remarquable dédié à l'observation, la quantification et la modélisation de structures biologiques et de structures d'origine biologique. L'expertise cumulée des chercheurs impliqués dans ce projet est la garantie d'une utilisation optimale du potentiel de ce microscope électronique à balayage environnemental équipé d'un canon à émission de champ (connu sous le nom de FEG-ESEM dans son acronyme anglais). Un FEG-ESEM permet de réaliser des images en mode hydraté, à forte résolution et avec un faisceau de faible énergie (100 eV en high vac et 1 keV en mode ESEM). Le potentiel exceptionnel de ce microscope dans son utilisation en biologie réside dans le cumul de ces trois caractéristiques. Il permet en particulier :

1. L'observation de structures biologiques à forte résolution sans dégradation, sans préparation et sans déshydratation,
2. L'observation du changement de structures dû à des itinéraires température/humidité relative choisis, y compris en cycles pour observer les irréversibilités,
3. L'extraction de données objectives pour la modélisation (mesures et évolution temporelle des

dimensions et de la morphologie ; prédiction des propriétés macroscopiques par changement d'échelle).

Ce FEG-ESEM sera l'unique en Île-de-France entièrement dédié à l'observation du vivant. Cet instrument pourra être sollicité autant pour des projets de médecine humaine, médecine vétérinaire, et sciences de l'environnement, participant ainsi à la dynamique One Health (récemment renommé Planetary Health). Il sera un équipement de référence pour élargir les thématiques des trois laboratoires porteurs et démarrer des projets communs, notamment sur les relations entre la croissance des plantes et leur potentiel de valorisation. L'expertise de ces équipes est la garantie d'une amélioration constante des protocoles et dispositifs spécifiques. Cette expertise sera mise à disposition des autres laboratoires franciliens et largement proposée aux entreprises : start-ups, TPE, PME et centres de recherche des grands groupes. Il sera un point d'attractivité pour le monde socio-économique francilien, notamment via les incubateurs des deux écoles d'ingénieurs impliquées (AgroParisTech et CentraleSupélec).

Détail du calcul de la subvention :

Le cofinancement est apporté par Centrale Supélec, AgroParistech et les laboratoires partenaires associés au sein du projet (SayFood, Institut des Sciences des Plantes Paris-Saclay).

Localisation géographique :

- GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Microscope électronique à balayage environnemental avec canon à émission de champ	452 900,00	97,84%
Travaux d'aménagement des locaux pour l'installation de l'équipement	10 000,00	2,16%
Total	462 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	260 000,00	56,17%
Centrale Supélec	132 900,00	28,71%
AgroParistech	30 000,00	6,48%
Laboratoire SayFood	20 000,00	4,32%
Institut des Sciences des Plantes Paris-Saclay	20 000,00	4,32%
Total	462 900,00	100,00%

DOSSIER N° EX098165 - SESAME 2025 - CRYO FIB LASER Xplorer - Sorbonne Université

Dispositif : Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME) (n° 00000120)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-204182-167001-1800

Action : 16700101- Equipements scientifiques et technologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME)	1 500 000,00 € HT	56,33 %	845 000,00 €
	Montant total de la subvention		845 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SORBONNE UNIVERSITE
Adresse administrative : 21 RUE DE L'ECOLE DE MEDECINE
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame NATHALIE DRACH-TEMAM, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un microscopie électronique cryogénique avec faisceau d'ions focalisé (FIB) couplé à l'ablation laser femtoseconde pour la nanolithographie, la nanotomographie et la préparation de lames ultrafines.

Dates prévisionnelles : 3 mars 2025 - 20 novembre 2032

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Description :

Le projet vise à acquérir un Cryo FIB de dernière génération couplé à un système de découpe laser femtoseconde, unique en France. Il s'inscrit dans un écosystème de recherche académique et industriel de haut niveau et répond aux défis majeurs de l'imagerie et l'analyse de matériaux, naturels ou technologiques, la nanofabrication de matériaux avancés, la préparation d'échantillons pour des instruments analytiques de pointe ainsi que l'analyse 3D nanométrique de la matière.

Cet instrument de pointe permettra l'imagerie et l'analyse des matériaux durs, mous, hydratés ou sensibles aux faisceaux électroniques et Ga⁺ et le nano-usinage de matériaux naturels ou technologiques. L'instrument ouvrira de nouveaux potentiels quant à l'étude des matériaux dont la préparation, l'observation ou l'analyse étaient impossibles auparavant. Il offrira des performances accrues en termes de résolution pour les nanogravures. La préparation d'échantillons sera optimisée grâce à l'accès à de forts courants ioniques, la stabilité d'émission et la possibilité de travailler à très basse tension. La cryogénie permettra de limiter, voire de s'affranchir de certains artefacts et d'étudier des

matériaux sensibles comme les matériaux biologiques, les polymères, les verres, les matériaux composites mais aussi des interfaces liquide-solide. Enfin, le couplage avec une découpe laser femto permettra de pré-creuser rapidement des tranchées de grande taille et grande profondeur. Cette découpe, dite athermique, donnera accès à une observation représentative, de matériaux hétérogènes multi-échelles présentant des structures allant du millimètre à quelques dizaines de nanomètres. Il deviendra aussi possible d'accéder à des structures enterrées à plusieurs millimètres de profondeur, afin de les analyser en MEB et/ou en extraire une lame FIB.

Ce projet fournira un outil de recherche, de caractérisation, d'innovation et de formation en Île-de-France, accessible aux communautés académiques et industrielles. L'acquisition de cet instrument est cruciale pour une grande diversité de projets scientifiques en sciences des matériaux (quantique, photonique, nanomatériaux, batteries...), sciences de la Terre et de l'Univers, patrimoine, sciences du vivant et médecine. Le projet est hautement interdisciplinaire et collaboratif à l'échelle francilienne, impliquant 32 unités de recherche, soutenu par plusieurs réseaux analytiques et scientifiques régionaux et nationaux et intégrant 8 partenaires industriels.

La visibilité et l'efficacité de cet instrument seront renforcées par son inclusion dans le réseau de plateformes de Sorbonne Université et divers autres réseaux analytiques tels que LUMIC, le GIS IBiSA, et le réseau national REGEF et scientifiques, notamment le RS2E (batteries) et C'Nano (nanotechnologies). Enfin, il augmentera l'offre de formation pour les ingénieurs, techniciens, chercheurs et étudiants des écoles doctorales, formant ainsi les "FIBistes" de demain. Cela attirera des doctorants, post-doctorants, chercheurs et visiteurs de haut niveau, augmentant la production de communications scientifiques et de publications dans des revues internationales.

Détail du calcul de la subvention :

Le cofinancement est apporté par l'établissement Sorbonne Université (dont les UFR), le laboratoire coordinateur IMPMC, le laboratoire partenaire principale INSP ainsi que de nombreux autres instituts laboratoires de Paris Centre également rattachés à PSL et l'Université Paris Cité, la Fédération de Chimie et Matériaux de Paris Centre, un réseau national de recherche dans le domaine des batteries, une université internationale au Canada et une entreprise de conseil et une unité hospitalière.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Microscope électronique Laser FIB cryogénique	1 500 000,00	100,00%
Total	1 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	845 000,00	56,33%
Sorbonne Université	300 000,00	20,00%
Laboratoire IMPMC	100 000,00	6,67%
Laboratoire INSP	100 000,00	6,67%
Réseau Français des Batteries	30 000,00	2,00%
Institut de Physique du Globe	20 000,00	1,33%
UFR Chimie et Physique	10 000,00	0,67%
Laboratoire LKB	10 000,00	0,67%
Laboratoire Jean Perrin	10 000,00	0,67%
Laboratoire LCMCP	10 000,00	0,67%
IRCP Chimie Paristech	10 000,00	0,67%
Réseau Réciproque Conseil	7 000,00	0,47%
Fédération de Chimie et Matériaux de Paris Centre	5 000,00	0,33%
Laboratoire ITODYS	5 000,00	0,33%
Université McGill (Canada)	5 000,00	0,33%
Service d'explorations fonctionnelles multidisciplinaires Tenon	5 000,00	0,33%
Institut Langevin	5 000,00	0,33%
Laboratoire de géologie ENS	5 000,00	0,33%
Laboratoire LRS	5 000,00	0,33%
Laboratoire PHENIX	5 000,00	0,33%
Laboratoire LPEM (ESPCI)	5 000,00	0,33%
Institut Biologie Paris Seine	3 000,00	0,20%
Total	1 500 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX098167 - SESAME 2025 - μ ALIVE@Mat@CY - Cergy Paris Université

Dispositif : Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME) (n° 00000120)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-204182-167001-1800

Action : 16700101- Equipements scientifiques et technologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME)	300 000,00 € HT	46,67 %	140 000,00 €
	Montant total de la subvention		140 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CY CERGY PARIS UNIVERSITE
Adresse administrative : 33 BOULEVARD DU PORT
95000 CERGY
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Laurent GATINEAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un microscope à force atomique AFM en milieu liquide pour les sciences du vivant et les matériaux.

Dates prévisionnelles : 3 mars 2025 - 20 novembre 2032

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Description :

Le projet μ ALIVE&Mat@CY vise l'acquisition d'un microscope à Force Atomique (AFM) couplé à un microscope optique pour l'analyse d'échantillons en milieu liquide. Il enrichira l'offre de la plateforme Microscopies & Analyses de l'Institut des Matériaux (I-Mat) de Cergy Paris Université, située sur le site de Neuville-sur-Oise. La plateforme propose une approche multimodale, couplant imagerie et analyses, du nanomètre au centimètre, sur matériaux et prélèvements biologiques. Elle dispose depuis 2016 de locaux au sein de la Maison Internationale de la Recherche (150m² : 6 alcôves et une salle de préparation) où sont regroupés l'ensemble des équipements de microscopies et d'analyses de l'institut des Matériaux (Fédération de 4 laboratoires de Cergy Paris Université). Elle est gérée par 2 ingénieurs avec l'appui de 3 référents disposant d'une expertise reconnue dans les domaines technologiques de la plateforme.

L'AFM actuel, acquis en 2013 et bien adapté à la caractérisation de polymères, ne permet cependant pas de caractérisations en milieu liquide comme l'analyse de cultures cellulaires (biologie des micro-environnements cancéreux, repliement des protéines impliquées dans les maladies neurodégénératives) ou de matériaux de stockage d'énergie (batteries, piles à combustible, supercondensateurs et cellules

photovoltaïques organiques ou hybrides). Le nouvel AFM constituera ainsi une avancée majeure pour la synthèse et la caractérisation de matériaux naturels, structurels et fonctionnels, et des recherches interdisciplinaires à l'interface vivant/matériaux avec des applications en santé, énergie, patrimoine et construction ou même pour les sciences forensiques.

Pleinement intégré dans les stratégies de développement des recherches aux interfaces de plusieurs disciplines, le nouvel équipement sera sous la responsabilité des référents microscopie confocal et électronique. Il apportera une brique complémentaire importante dans la politique d'innovation de la plateforme en matière de microscopies corrélatives. Cette approche innovante viendra enrichir l'offre de formation initiale (travaux pratiques intégrés à la formation par la recherche des étudiants et ingénieurs) et tout au long de la vie (formation continue, du niveau débutant à expert). Elle ouvrira une nouvelle dimension dans l'offre technique proposée pour répondre aux besoins technologiques des chercheurs et ainsi renforcer les partenariats scientifiques et industriels. Le projet μ ALIVE&Mat@CY contribue ainsi à la valorisation et le transfert de connaissances portés par I-Mat, tout en consolidant le continuum technologique dans l'ouest francilien en lien avec les autres plateformes de Cergy Paris Université. L'institut s'investit également dans des actions de médiation, de diffusion et de partage de la culture scientifique (ateliers in situ, événements grand public...) pour lesquelles cet équipement de pointe sera mobilisé.

Détail du calcul de la subvention :

Le cofinancement est apporté par l'établissement porteur Cergy Paris Université et par le laboratoire coordinateur I-Mat.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Microscope à force atomique AFM en milieu liquide	300 000,00	100,00%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	140 000,00	46,67%
Cergy Paris Université	100 000,00	33,33%
Institut des Matériaux I-Mat	60 000,00	20,00%
Total	300 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX098170 - SESAME 2025 - MasqLE - CNRS MOY400 Gif-sur-Yvette

Dispositif : Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME) (n° 00000120)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-204182-167001-1800

Action : 16700101- Equipements scientifiques et technologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME)	3 000 000,00 € HT	33,33 %	1 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNRS MOY400 ILE-DE-FRANCE GIF-SUR-YVETTE
Adresse administrative : 1 AVENUE DE LA TERRASSE
91190 GIF SUR YVETTE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur BENOIT FORET, Délégué régional

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un système de lithographie électronique de dernière génération.

Dates prévisionnelles : 3 mars 2025 - 20 novembre 2032

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Description :

Le Centre de Nanotechnologies et de Nanosciences (C2N) à Palaiseau, est le nœud francilien de RENATECH, le réseau national académique des équipements de pointe en micro et nanotechnologies, piloté par le CNRS. Il a pour objectif est de développer, maintenir et fournir une infrastructure propre et compétitive pour la recherche et la R&D en France dans ce domaine. Avec ~35 % des moyens et compétences du réseau, elle positionne la Région Île-de-France comme un acteur stratégique à forte visibilité, tant au niveau national qu'international. Ce rôle s'inscrit dans une dynamique territoriale forte, avec un ancrage dans les 5 clusters industriels de l'écosystème Paris-Saclay : Technologies de l'information et de la communication, Santé, Énergies intelligentes, Aérospatial-Sécurité-Défense, Mobilité du futur. Ces plateformes technologiques permettent d'accompagner l'innovation sur tout le continuum, de la recherche fondamentale au transfert industriel. Les retombées sont significatives pour le tissu industriel régional et les jeunes pousses deeptech. Depuis 2020, 7 start-ups issues du C2N ont été créées, dont Quandela (photonique quantique), LumySinc (optoélectronique), E-Mirgency (santé), ou Ncodin (communication sécurisée). Elles s'appuient sur les expertises et équipements mis à disposition pour accéder au marché. La signature du LabCom Quandela pour plus de 12 M€, illustre l'impact en matière de structuration partenariale. La position centrale sur le plateau Paris-Saclay et le soutien des acteurs

industriels témoignent du rôle moteur dans le développement économique régional. En contribuant à la compétitivité des filières et à l'émergence de champions technologiques, le projet MasqLE porte pleinement le rayonnement de la Région Île-de-France dans le paysage national et européen.

Les outils technologiques offerts par le C2N à la communauté académique et industrielle doivent pouvoir répondre aux ambitions décrites, avec des équipements à la pointe de la technologie au sein de la compétition internationale en nanosciences et nanotechnologies. Une technique incontournable pour la réalisation de nanostructures est la lithographie électronique. Le projet MasqLE porte sur la jouvence et la mise à niveau d'un tel équipement, qui n'est plus soutenu par le constructeur. Associé aux outils logiciels et aux stratégies d'écriture des motifs développées, il constituera une plateforme unique en France. Il se distinguera notamment dans la fabrication de structures 3D complexes et de méta-surfaces, avec une réduction des temps d'insolation et une meilleure stabilité du faisceau d'électrons. L'équipement sera installé dans une salle blanche dédiée de classe ISO 4 d'environ 25 m² avec un contrôle thermique extrêmement précis (stabilité de +/-0,1 °C sur 24h) avec un accès à un doigt gris pour les facilités techniques requises. Il sera isolé des vibrations mécaniques en reposant sur un mastaba, une structure en béton massif de plusieurs dizaines de tonnes ancrée jusque dans les fondations du bâtiment. Une salle annexe est dédiée à la préparation des motifs et à la programmation des cycles d'insolation avec 2 stations informatiques. Une autre salle est consacrée à la préparation des échantillons (enduction avec de la résine électrosensible, recuit) et au développement des motifs (sorbonne) avec des matériels adaptés pour assurer la reproductibilité des procédés. 3 ingénieurs de recherche ont en charge l'ensemble de la ressource de lithographie électronique. En moyenne, chaque année, 10 nouveaux utilisateurs pour les machines et 30 pour le logiciel sont recensés.

Détail du calcul de la subvention :

Le cofinancement est apporté par l'ANR (programme RTB), le laboratoire coordinateur C2N, les tutelles CNRS et Université Paris-Saclay et le laboratoire partenaire Albert Fert.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Masqueur de lithographie électronique	3 000 000,00	100,00%
Total	3 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	1 000 000,00	33,33%
ANR (programme RTB)	1 020 000,00	34,00%
Laboratoire C2N	640 000,00	21,33%
CNRS	200 000,00	6,67%
Université Paris-Saclay	100 000,00	3,33%
Laboratoire Albert Fert	40 000,00	1,33%
Total	3 000 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX098171 - SESAME 2025 - ÎLE-IA - Sorbonne Université

Dispositif : Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME) (n° 00000120)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-204182-167001-1800

Action : 16700101- Equipements scientifiques et technologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME)	720 000,00 € HT	100,00 %	720 000,00 €
	Montant total de la subvention		720 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SORBONNE UNIVERSITE
Adresse administrative : 21 RUE DE L'ECOLE DE MEDECINE
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame NATHALIE DRACH-TEMAM, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : déploiement d'une infrastructure mutualisée et durable dédiée à l'exploitation des technologies d'IA au service des SHS

Dates prévisionnelles : 3 mars 2025 - 20 novembre 2032

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Description :

Le projet ÎLE-IA – Infrastructure Locale Étendue pour l'Intelligence Artificielle propose la mise en place d'une plateforme mutualisée, ouverte et interopérable dédiée à l'exploration avancée des données en sciences humaines et sociales (SHS) à l'aide de l'intelligence artificielle (IA). Porté par Sorbonne Université, en partenariat avec plusieurs institutions de recherche en Île-de-France (ENS-PSL, Observatoire de Paris, Sciences Po, MSH Mondes – Université Paris Nanterre, CNRS, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Bibliothèque nationale de France, HN Lab de Huma-Num IR), le projet associe également l'INALCO, lauréat de l'appel Sésame 2024. Il vise à mutualiser l'accès aux ressources de calcul (cluster GPU partagé hébergé dans l'infrastructure GENCI / HN Lab de Huma-Num IR*), aux serveurs locaux (DIGITS), ainsi qu'à une suite logicielle spécialisée (eScriptorium, RAG, Jupyter, LLM open source, visualisation, etc.).

L'ambition du projet est double : répondre à l'essor massif des besoins computationnels liés aux SHS numériques (traitement de corpus textuels, iconographiques, musicaux, audiovisuels) tout en offrant un environnement sécurisé, interdisciplinaire et pérenne pour le développement de projets collaboratifs

autour des humanités computationnelles, de l'IA générative et de la critique algorithmique. Les cas d'usage incluent la reconnaissance d'écritures anciennes, la reconstruction iconographique assistée par IA, la modélisation sémantique de corpus hétérogènes ou encore l'extraction de savoirs historiques dans les archives. Le projet développera également une dynamique d'innovation ouverte avec des acteurs industriels et culturels, autour d'enjeux comme l'audit éthique des modèles, la reconnaissance de documents patrimoniaux, ou la traduction assistée dans les humanités numériques.

Des partenariats stratégiques seront activés avec des entreprises telles que Teklia, Giskard, LightOn, ou Art Graphique & Patrimoine, dans une logique de co-développement de solutions adaptées aux SHS. La plateforme mutualisée permettra d'intégrer des modules expérimentaux, d'accueillir des prototypes issus d'AI Factory France et d'assurer une boucle de retour terrain-innovation via les communautés de recherche et les usages. Par ailleurs, des synergies concrètes sont envisagées autour de la mise en commun des ressources calcul, du développement logiciel open source (RAG, agents autonomes, pré/post-traitement), et de la formation inter-sectorielle (modules communs, doctorats industriels, séminaires transversaux).

Le projet s'inscrit pleinement dans les objectifs du SRESRI 2023–2028 de la Région Île-de-France : structuration des écosystèmes numériques régionaux, mutualisation des infrastructures, soutien aux SHS, développement de la formation, et souveraineté des données. Il favorisera également la montée en compétence des jeunes chercheurs et ingénieurs, en lien avec des dispositifs existants (DIM, Paris Region PhD, EUTOPIA, Clusters IA franciliens, université européenne 4EU+). À terme, ÎLE-IA vise à positionner la région Île-de-France comme pôle européen de référence pour l'innovation technologique et éthique en SHS numériques.

Détail du calcul de la subvention :

Conformément à la mesure de soutien spécifique aux SHS prévue dans le dispositif, la subvention régionale couvre intégralement le coût du projet (taux d'intervention 100%).

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
2 serveurs IA haute performance H200	451 500,00	62,71%
Noeuds pour infrastructures locales	111 600,00	15,50%
Serveur de stockage 200To NVMe	76 900,00	10,68%
Logiciels	50 000,00	6,94%
Câbles et racks	30 000,00	4,17%
Total	720 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	720 000,00	100,00%
Total	720 000,00	100,00%

Annexe 2 - Convention-type équipements scientifiques

CONVENTION N° « **Référence SI** »

« *SESAME ou CPER équipement (supprimer l'une ou l'autre des mentions selon le dispositif applicable)* » « *Année* »

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° « *numéro du rapport* » du « *date de la délibération* »,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

« **Raison sociale de l'établissement bénéficiaire = gestionnaire de la subvention** »
dont le statut juridique est : « *statut juridique du bénéficiaire* »
SIRET : « *N° SIRET* »
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant, « *nom du représentant légal du bénéficiaire ou éventuellement déléataire de pouvoir* »
ci-après dénommé « le Bénéficiaire »

d'autre part,

VU la délibération n° CP 2019-142 du 19 mars 2019 relative à l'ajustement des dispositifs régionaux en faveur de la recherche (*pour SESAME*) OU la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 portant sur l'adoption du CPER 2021-2027 (*pour le volet équipement du CPER, supprimer l'une ou l'autre des mentions selon le dispositif applicable*) ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° « *numéro du rapport* » du « *date de la délibération* » (portant l'attribution de la subvention) ;

PRÉAMBULE

A travers le SRESRI 2023-2028, la Région confirme son ambition de poursuivre et accentuer sa politique de soutien aux équipements scientifiques et plateformes et ainsi contribuer à l'attractivité des laboratoires franciliens mais également au développement et à la structuration des filières stratégiques en Île-de-France. Ces équipements permettront d'affirmer la position de premier plan de la recherche fondamentale francilienne à l'échelle européenne et internationale.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier prorogé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

Cette action s'inscrit dans le soutien apporté depuis 1993 par la Région aux projets de recherche novateurs menés dans les laboratoires franciliens et nécessitant un investissement matériel important.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° « *numéro du rapport* » du « *date de la délibération* », la Région Île-de-France a décidé de soutenir « *raison sociale / dénomination du bénéficiaire* » pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « *fiche projet* » de la présente convention : « *acronyme projet* » (référence dossier n° « *référence SI* »).

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention d'investissement correspondant à « **XX,XX% (taux d'intervention régional avec 2 décimales)** » de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à « *XXX XXX € HT (coût total du projet)* », soit un montant maximum de subvention de « **XXX XXX € (montant voté)** ».

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT, est détaillé dans l'annexe dénommée « *fiche projet* » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNÉ

Le Bénéficiaire s'engage à :

- **Réaliser, à son initiative, les investissements décrits** dans la fiche projet en annexe à la présente convention :
 - o en devenir propriétaire,
 - o assurer leur installation et leur hébergement dans des **locaux adéquats** et entretenus, répondant aux normes d'hygiène et de sécurité,
 - o **les affecter aux activités prévues** dans cette annexe,
 - o les **maintenir en bon état de fonctionnement** pendant la durée de la convention ;
- Veiller à ce que le laboratoire coordinateur affecte les **ressources humaines et matérielles nécessaires** pour mener à bien la mise en place des investissements puis leur utilisation par et pour les équipes de recherche franciliennes ;
- Faire connaître aux potentiels utilisateurs l'existence et la disponibilité des équipements ainsi que le soutien régional, leur **permettre un accès** (si nécessaire via des personnels habilités) à des conditions justes et raisonnables sur **une base ouverte, transparente et non discriminatoire** ;
- Réaliser le **suivi des indicateurs** précisés ci-dessous :
 - o Nombre de laboratoires franciliens ayant bénéficié des équipements,
 - o Nombre de partenariats industriels et académiques,
 - o Taux d'utilisation global et répartition entre internes et externes ;
- **Tenir informés, régulièrement** (au moins annuellement) et à son initiative, les services de la Région de l'avancée et des étapes majeures du projet, et **dès que possible en cas de difficultés** ;
- Associer la Région aux instances de gouvernance des investissements réalisés.

Si le projet associe plusieurs entités pour l'acquisition et la gestion des équipements, une **convention de partenariat** pourra être mise en place entre elles afin de définir la propriété, les conditions d'utilisation, le potentiel de service et/ou les avantages économiques attendus. **Le Bénéficiaire demeure seul responsable** devant la Région du respect des obligations de la présente convention.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'ÉTHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale

d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES À LA CHARTE RÉGIONALE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA LAICITÉ

Pour les personnes morales de droit privé, le Bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES À LA PUBLICATION D'OFFRE(S) DE STAGE(S) OU ALTERNANCE(S)

Le Bénéficiaire s'engage à publier « *X (nombre d'offres à publier)* » offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux (2) mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dès que possible et au plus tard dans les deux (2) mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation notamment changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire... ;
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- **Respecter les procédures de mise en concurrence** pour la passation des marchés auxquelles il peut être assujetti tant au regard du droit français que communautaire ;
- Tenir une **comptabilité analytique** relative au projet subventionné ;
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière (par exemple cofinancements nationaux, européens, privés...) ;
- Conserver pendant dix (10) ans après le solde les documents comptables et les pièces justificatives ;
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment

par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le Bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDE dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le Bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le Bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le Bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le Bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, *save the date*, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le Bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le Bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le Bénéficiaire dans sa démarche.

Accès ouvert aux publications scientifiques :

Sauf lorsque cela va à l'encontre de ses intérêts légitimes, le Bénéficiaire - ou le cas échéant, l'organisme Bénéficiaire final de la subvention - doit prendre toutes les mesures appropriées pour permettre un accès ouvert (gratuit, en ligne, pour tout utilisateur) à toutes les publications scientifiques en relation avec les résultats obtenus grâce à l'utilisation de l'équipement soutenu par la subvention régionale. En particulier, il doit déposer dans une banque de données de publications scientifiques, une copie électronique lisible de la version publiée ou du manuscrit relu par des pairs accepté pour publication, dès que possible et au plus tard :

- au moment de la publication, si une version électronique est disponible gratuitement par l'intermédiaire de l'éditeur ;
- ou dans les six (6) mois qui suivent la publication (douze (12) mois dans le cas de publications en sciences humaines et sociales) dans tous les autres cas.

ARTICLE 2.7 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX DONNÉES TRANSMISES A LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Pour les besoins du présent article et dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Île-de-France (ci-après, « la Région ») et le Bénéficiaire (ci-après « le Responsable Conjoint ») sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

La Région et le Responsable Conjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet du présent marché.

Les clauses afférentes à la protection des données personnelles dans le cadre d'un projet scientifique d'équipements et/ou de plateformes sont précisées dans l'*annexe* dénommée Annexe RGPD, à la présente convention. Ces clauses ont pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties de définir les responsabilités de la Région et du Bénéficiaire concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

Violation de sécurité :

Les Parties sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité, conformément au point 6 de l'annexe RGPD.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation. Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie. Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

Le contact Région de l'autorité de contrôle compétente : dpo@iledefrance.fr

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 3.1 : CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai de **trois (3) ans à compter de la date d'adoption de la délibération** d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une **première demande de paiement** conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (acompte ou versement unique), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un (1) an par décision de la Présidente, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un **délai maximum de quatre (4) ans pour présenter le solde** de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du Bénéficiaire.

Chaque **demande de versement de subvention** est complétée, datée et signée par le représentant légal du Bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTE

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir **sur les paiements déjà effectués**, en proportion du taux de la subvention, et **dans la limite de quatre-vingts pourcent (80%)** du montant total prévisionnel de la subvention pour l'ensemble de ces acomptes cumulés.

Il devra produire pour toute demande d'acompte, un **état récapitulatif des dépenses** qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action ou l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du Bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde sera ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action ou de l'opération subventionnée. Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un **état récapitulatif de l'ensemble des dépenses** de l'opération subventionnée, qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la **date de mise en service effective** du bien financé par la Région.
Pour les personnes morales de droit public, cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du Bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement ;
- **les justificatifs de publication d'offres de stage** ou de contrat de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>. ;
- un **compte-rendu d'exécution qualitatif et quantitatif** (parfois aussi appelé rapport d'activité) comportant les éléments suivants **en lien avec le projet** :

- o les principales caractéristiques des équipements acquis, leurs lieux et dates d'installation ;
 - o les équipes de recherche franciliennes ayant bénéficié des équipements, avec plusieurs exemples de travaux menés ;
 - o les collaborations nationales et internationales (préciser si nouveau ou renforcement de l'existant), et si applicable, l'intégration dans des réseaux de recherche et/ou d'infrastructures et les effets de levier pour l'obtention d'autres subventions ;
 - o les prestations réalisées et collaborations avec les entreprises (préciser si nouveau ou renforcement de l'existant) et si applicable, les brevets, créations de start-up ou autre valorisation ;
 - o les actions de communication réalisées en application de l'article 2.6 de la présente convention (photo avec le logo de la Région visible sur les équipements, site web, liste des publications et conférences...) ;
- et les indicateurs figurant à l'article 2.1 de la présente convention.

ainsi que, pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public :

- un compte-rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du Bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut, elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- enfin, un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, signé par le représentant légal du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la **durée d'amortissement** du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques d'Île-de-France et du département de Paris.

ARTICLE 3.3 : RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNÉ

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le Bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à partir de la « *date de lancement de l'AAP pour SESAME ou 1^{er} janvier de l'année pour le volet équipement du CPER* » et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

En cas d'opérations menées par des **unités mixtes de recherche** sous tutelle d'organismes publics, la **globalité des dépenses engagées par ces différents organismes** dans le cadre de l'opération de recherche mentionnée à l'article 1 de la présente convention, et certifiées exactes par les agents comptables désignés auprès de ces organismes, est **prise en compte** sous réserve du respect des obligations de l'article 2.5.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au Bénéficiaire, à savoir le « *date de la délibération* ».

Elle est conclue pour une durée de dix (10) ans.

ARTICLE 5 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze (15) jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du Bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée
-

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives à la publication d'offre(s) de stage ou de contrat d'alternance.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante : $\text{Subvention restituée} = \text{subvention versée} \times ((\text{durée de la convention} - \text{durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention}) / \text{durée de la convention})$

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze (15) jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DU PROGRAMME

Dans l'hypothèse où les nécessités du programme de l'opération de recherche entraîneraient des modifications dans les investissements envisagés, le Bénéficiaire s'engage à obtenir l'accord préalable de la Région sur présentation d'une demande justifiée et notifiée par écrit (courrier électronique ou courrier postal recommandé avec accusé de réception).

Les modifications n'altérant ni l'objet, ni les délais et la correcte exécution de la présente convention, sont admises à la double condition que leur incidence sur chacun des postes soit inférieure à quinze pourcent (15%) du montant total du programme et après l'obtention d'un avis favorable des services de la Région.

Toute autre modification même si n'impactant pas le montant de la subvention régionale, nécessitera la signature d'un avenant à la présente convention après avis favorable de la Région.

En cas d'opposition de la Région, les dépenses prises en compte pour le calcul des versements intermédiaires comme du solde final sont plafonnées, pour chaque catégorie de dépenses, au montant du poste correspondant dans la répartition prévue à l'annexe financière à la présente convention.

ARTICLE 8 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles incluent la convention proprement dite et ses annexes : la « fiche projet » adoptée par délibération N° « *numéro du rapport* » du « *date de la délibération* » et l'annexe RGPD relative aux données personnelles.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux, le #DATE

*« Fonction du représentant légal et raison
sociale du bénéficiaire »*

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

*« Nom du représentant légal du
bénéficiaire »*

Valérie PECRESSE

ANNEXE RGPD

1. Objet

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Pour les besoins du présent article et dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Île-de-France (ci-après, « la Région ») et le Bénéficiaire (ci-après « le Responsable Conjoint ») sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

La Région et le Responsable Conjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet du présent marché.

La présente clause a pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties dans le cadre d'un projet scientifique d'équipements et/ou de plateformes et de définir les responsabilités de la Région et du Responsable Conjoint concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

2. Obligations respectives des responsables conjoints

Finalités du traitement :

La Région définit les finalités principales du traitement, à savoir :

Réalisation d'un ou de projet(s) de recherche nécessitant un investissement matériel important :

Communication à propos de l'équipement ou des résultats de la recherche (notamment inauguration) ;
Organisation de formations ;
Réalisation de prestations impliquant tout ou partie des équipements financés ;
Instruction des demandes de versement de subventions ;
Suivi du projet notamment pour l'évaluation des politiques publiques.

Moyens du traitement :

La notion de moyen recouvre tant les moyens matériels, logiciels ou encore de ressources humaines affectées à la gestion du traitement concerné par le présent contrat.

La Région définit les moyens du traitement suivants :

Collecte et partage entre les parties de listes de diffusion pour l'organisation d'événements ;
Collecte et partage entre les parties de listes de participants aux formations ou prestations ;
Partage entre les parties des contacts des partenaires académiques au projet.

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

Données traitées :

Données courantes

- ☒ Etat civil, identité, données d'identification, images
- ☒ Données de connexion (logs, adresse IP, etc.)
- ☒ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes, niveau d'études, etc.)
- ☒ Vie professionnelle (fonction, coordonnées professionnelles, etc.)

- ☐ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscal, RIB, etc.)
- ☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM, etc.)
- ☒ Autres, préciser : mail, téléphone

Données sensibles ou à caractère hautement personnel
Sans objet

Catégories de personnes concernées :

Les personnes concernées sont :

- ☒ Agents régionaux
- ☒ Autres, préciser : chercheurs, utilisateurs, étudiants

Opérations de traitement et usages :

Les Parties peuvent réaliser chacune les opérations suivantes sur les données :

- Collecte de données
- Enregistrement de données
- Organisation de données
- Structuration de données
- Conservation de données
- Adaptation ou modification de données
- Extraction de données
- Consultation de données
- Utilisation de données
- Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)
- Rapprochement de données
- Effacement de données
- Destruction de données

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

3. Respect des obligations légales

Durée de conservation :

La définition de la durée de conservation des données est confiée à la Région et au Responsable Conjoint.

Information des personnes concernées :

Les conditions et modalités pour satisfaire aux obligations légales d'information des personnes concernées sont mises en œuvre par le responsable conjoint.

Droit d'accès, de rectification ou d'effacement :

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par la Région et le Responsable Conjoint.

Droit à la limitation :

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par la Région et le Responsable Conjoint.

Droit d'opposition :

Les conditions de mise en œuvre du droit d'opposition sont mises en œuvre par la Région et le Responsable Conjoint.

Droit à la portabilité :

Les conditions pour satisfaire au droit à la portabilité des données et à son exercice sont mises en œuvre par la Région et le Responsable Conjoint.

Mesures de sécurité :

Les mesures de sécurité, d'accès et de traçabilité sont définies par la Région et le Responsable Conjoint.

La Région et le Responsable Conjoint sont responsables de la protection et de la sécurisation des moyens mis en œuvre pour accéder au traitement (code d'accès ou autre solution).

La Région et le Responsable Conjoint ont, par ailleurs, pour missions de :

- procéder à la définition et la mise en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- procéder aux tests, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles de nature à assurer la sécurité du traitement.

Les mesures de sécurité et politique associées seront mises à jour régulièrement par la Région et le Responsable Conjoint qui notifieront les changements par tout moyen qu'ils estiment approprié, privilégiant la voie électronique (accès en ligne ou envoi par courrier électronique).

4. Coopération avec les autorités de contrôle

Chacune des Parties est en charge pour elle-même des relations avec la Cnil pour les traitements objet de la présente clause.

En cas de contrôle directement réalisé auprès de l'une des Parties par l'autorité de contrôle, cette dernière doit satisfaire au contrôle et collaborer avec l'autorité de contrôle et aviser l'autre Partie dès qu'elle a connaissance de l'existence d'un contrôle ou toute autre démarche engagée par une autorité de contrôle.

5. Registre des activités de traitement

Chacune des Parties s'engage à intégrer les traitements pour les traitements objet de la présente clause dans son registre des activités de traitement.

Le registre des activités de traitement doit comporter les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées du responsable du traitement et du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable du traitement et du délégué à la protection des données éventuellement désigné ;
- les finalités du traitement ;
- une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;
- le cas échéant, les transferts de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris leur identification respective et, dans le cas des transferts vers des pays ne bénéficiant pas d'un niveau de protection adéquat, les documents attestant l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

6. Violation de sécurité

La Région et le Responsable Conjoint ont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité.

La Région et/ou le Responsable Conjoint ont pour tâches :

- de prendre les mesures adaptées ;
- de tenir le registre des violations ;

- d'assumer les notifications éventuelles avec l'autorité de contrôle ;
- d'organiser s'il y a lieu la communication auprès des personnes concernées.

Responsable Conjoint met en œuvre sans délai les mesures et démarches qui lui seront communiquées par la Région.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation.

7. Point de contact

Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie.

Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

8. Collaboration

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations.

Chacune des Parties s'engage à maintenir une collaboration active et régulière en remettant à l'autre les éléments et documents nécessaires de nature à lui permettre de répondre à ses obligations.

Les Parties s'engagent à se tenir réciproquement informées de toute difficulté relative au traitement.

9. Communication des grandes lignes

La Région et le Responsable Conjoint définissent les conditions dans lesquelles les Parties satisfont au respect des obligations visées par la réglementation en matière de protection des données qui impose que soient communiquées aux personnes concernées les grandes lignes du présent contrat :

- l'identité des responsables du traitement ;
- les finalités et moyens du traitement ;
- les données traitées ;
- les obligations de chaque responsable de traitement ;
- le point de contact pour les personnes concernées par le traitement.

10. Garanties

Nonobstant les dispositions de la réglementation en vigueur relatives à la responsabilité solidaire des Parties, chaque Partie est garantie vis-à-vis de l'autre des obligations souscrites au titre des présentes et assumera seule les conséquences de ses manquements.

La Partie défaillante devra réparer les dommages subis par l'autre.

11. Sous-traitance

Chacune des Parties est en droit de faire appel pour tout ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat à un sous-traitant.

Cette opération de sous-traitance donnera lieu à la signature d'un contrat comportant des garanties équivalentes au présent contrat s'agissant des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le sous-traitant. Ce contrat comportera notamment les mêmes obligations que celles prévues au présent contrat en matière de protection des données à caractère personnel. La Partie procédant à cette opération de sous-traitance veille à s'assurer que le sous-traitant choisi présente des garanties quant à la mise en œuvre de mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées en matière de protection des données.

La Partie procédant à la sous-traitance de toute ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat reste seule responsable des opérations de traitement réalisées par son sous-traitant.

ANNEXE FICHE-PROJET

Annexe 3 - Fiches projets CPER équipement

DOSSIER N° 25004393 - CPER 2021-2027 - Université Paris Cité - Pharm-EM phase 2

Dispositif : Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (CPER équipement)
(n° 00000120)

Délibération Cadre : CR2022-046 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 906-67-204182-567001-1800

Action : 567001011- Equipements scientifiques et technologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME)	720 000,00 € HT	100,00 %	720 000,00 €
	Montant total de la subvention		720 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS CITE

Adresse administrative : 85 BOULEVARD SAINT-GERMAIN
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur Edouard KAMINSKI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Financement de détecteurs associés au microscope électronique pour les applications en Santé, à l'interface entre la Biologie, la Chimie et la Physique

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 20 novembre 2032

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre des projets CPER équipement, les dépenses sont prises à compter du 1er janvier de l'année du vote de la subvention par dérogation du RBF.

Description :

Le projet Pharm-EM vise à mettre à disposition de la communauté scientifique francilienne un équipement de cryo-microscopie électronique entièrement équipé pour la biologie et la chimie et leurs applications en santé. Il offrira une imagerie multi-échelle traitant des problématiques d'intérêts biomédicales allant de la découverte de molécules actives (petites molécules), l'analyse des cibles thérapeutiques et de leur interaction avec des inhibiteurs (macromolécules) à la visualisation de leur fonction in situ (imagerie cellulaire).

Les récentes évolutions technologiques de la cryo-microscopie électronique ont mené à la résolution de structures (systèmes moléculaires, cibles thérapeutiques et leurs interactions avec des molécules actives) auparavant inaccessible par les techniques traditionnelles telle

que la cristallographie aux rayons X. Elles ont atteint des résolutions comparables à ces techniques classiques, sans la contrainte d'obtenir des cristaux. Une autre avancée est la visualisation des molécules dans des coupes de leur environnement cellulaire natif (cryo-tomographie). Ces performances ouvrent la voie à des projets ambitieux, comme l'étude de complexes protéiques difficiles à cristalliser ou l'analyse de mécanismes moléculaires dynamiques.

La première phase du projet a permis l'acquisition de l'équipement principal avec une technologie de canon à électrons « Cold FEG » inédite en France, qui améliore considérablement la résolution et la stabilité du faisceau. Associé à un détecteur Falcon 4i conçu pour la biologie structurale, la vitesse d'enregistrement des données est doublée. Cette deuxième phase porte sur l'acquisition de 2 modules (filtre en énergie et détecteur à scintillation Ceta-D) afin d'étendre les capacités de l'équipement aux besoins en biologie cellulaire et chimie médicinale.

Le filtre en énergie joue un rôle clé dans l'amélioration du contraste des images. Grâce à lui, il sera possible de réaliser des expériences de cryo-tomographie cellulaire haute résolution. Cette approche est particulièrement précieuse pour comprendre l'effet d'un médicament non seulement sur sa cible moléculaire, mais aussi sur l'ensemble du contexte cellulaire. Elle ouvre également la possibilité d'analyser directement des échantillons de patients (cellules ou tissus) pour des études de physiopathologie avec une résolution jamais atteinte auparavant, et des données de meilleure qualité pour l'étude des protéines de faible poids moléculaire.

Le détecteur à scintillation Ceta-D apporte la technique de micro-diffraction électronique. Elle enregistre la diffraction des microcristaux par les électrons, afin de déterminer la structure de composés thérapeutiques issus de la synthèse chimique, de substances naturelles ou même de poudres de composition inconnue. Contrairement aux méthodes traditionnelles de rayons X, elle ne nécessite que des cristaux de très petite taille, souvent déjà présents dans les échantillons, ce qui la rend accessible pour des projets impossibles à mener sur les synchrotrons.

Enfin, un serveur de calcul haute performance composé de cartes graphiques (GPU) assurera le traitement des images pendant leur acquisition. Les chercheurs pourront alors ajuster les paramètres expérimentaux en temps réel. Cela servira en particulier les équipes externes qui n'ont pas accès à des ressources informatiques suffisantes pour analyser leurs données. Elles pourront ainsi obtenir des données prétraitées à 90% et 10 fois moins volumineuses que les fichiers bruts pesant jusqu'à plusieurs To.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE ET INNOVATION/PharmEM - Acquisition d'un cryo-microscope électronique pour les applications en santé, à l'interface entre la biologie, la chimie et la physique pour la conception de médicaments. - Université Paris Cité - 75 - Paris

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Filtre en énergie et détecteur à scintillation pour la micro-diffraction sur cryomicroscope électronique	700 000,00	97,22%
Serveur GPU pour le traitement d'images	20 000,00	2,78%
Total	720 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	720 000,00	100,00 %
Total	720 000,00	100,00 %

**DOSSIER N° 25004394 - CPER 2021-2027 - Université Paris-Saclay - HPC-Data
phase 2**

Dispositif : Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (CPER équipement)
(n° 00000120)

Délibération Cadre : CR2022-046 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 906-67-2041782-567001-1800

Action : 567001011- Equipements scientifiques et technologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME)	2 500 000,00 € HT	52,00 %	1 300 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS SACLAY

Adresse administrative : 3 RUE JOLIOT-CURIE
91190 GIF SUR YVETTE

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur Camile GALAP, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : renforcement de la stratégie de mutualisation d'équipements de calcul et de stockage pour l'Université Paris-Saclay

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 20 novembre 2032

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre des projets CPER équipement, les dépenses sont prises à compter du 1er janvier de l'année du vote de la subvention par dérogation du RBF.

Description :

Les avancées scientifiques actuelles reposent sur 4 piliers : la théorie, la modélisation et la simulation, l'expérimentation, le traitement de données de plus en plus volumineuses. Ces 4 aspects, devenus indissociables, sont au cœur du projet scientifique de l'Université Paris-Saclay. Le projet HPC-DATA@UPS vise à renforcer encore son positionnement au sein de l'organisation européenne des ressources informatiques pour la recherche en apportant aux chercheurs un support et des moyens de premier plan.

Le projet HPC-DATA@UPS se décline en 4 volets :

- Renforcement du Mésocentre de calcul Fusion, et la machine Lab-IA au sein d'un Mésocentre unifié destiné aux laboratoires déjà investis dans le calcul haute performance,

leur permettant de préparer les campagnes de calcul sur les machines Tier-1 et Tier-0.

- Mise à disposition d'un calculateur de type Cloud permettant aux unités ayant atteint le niveau de maturité suffisant de dématérialiser leurs serveurs de calcul.

- Cet ensemble sera complété par un service d'hébergement de données accessible à l'ensemble des utilisateurs quelle que soit la machine ayant été utilisée pour les générer. Cet hébergement aura un niveau de sécurité et de garantie d'accès permettant de l'inclure dans le Cloud Européen de la Science Ouverte (CESO).

- Création d'un espace permettant d'accueillir les serveurs de calcul des unités peu consommatrices de ressources mais ayant vocation à monter en compétence dans le domaine de la simulation.

Le Mésocentre Paris Saclay est un outil d'appui à la recherche scientifique dans les domaines de la simulation numérique, l'analyse et le stockage des données, l'intelligence artificielle et la science ouverte. Il a été inauguré en 2022 après le rapprochement des plateformes cloud (cloud@VirtualData) et calcul haute performance (HPC) Ruche.

La première phase du projet a consisté à la mise en place i) d'une nouvelle plateforme de stockage capacitif (3,5PB brut) qui connecte les deux autres plateformes de calcul non seulement pour le stockage de données de recherche mais aussi l'exécution de workflows complexes entre plateformes ; et ii) des nouvelles ressources de calcul cloud basés sur l'architecture ARM, afin de tester le gain énergétique fourni par cette technologie (avec un cofinancement du département de l'Essonne). Le nombre croissant d'utilisateurs constaté sur cette période contribue au succès de l'écosystème de l'Université Paris Saclay.

La seconde phase du projet portera sur le renouvellement en 2026 de la machine HPC Ruche. Pour des raisons de sobriété énergétique et avec une faisabilité attestée par les retours d'expérience, les équipements actuels ont pu être maintenus plus d'une année supplémentaire par rapport à ce qui était prévu. Cette prolongation rendue possible par la contribution financière des tutelles a permis de mieux amortir les ressources informatiques existantes et de grouper le nouvel achat en un appel d'offres global plus avantageux. Le renouvellement vise l'acquisition de serveurs de calcul CPU et GPU en lien avec les demandes fortes autour de l'IA et le stockage de données avec un réseau haute performance, pour une machine avec des ressources plus homogènes, modernes, et moins énergivores.

Localisation géographique :

- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE ET INNOVATION/HPC-Data - Renforcement de la stratégie de mutualisation d'équipements de calcul et de stockage - Université Paris Saclay - 91 - Palaiseau

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Serveurs de calcul CPU, cartes graphiques GPU	1 750 000,00	70,00%
Stockage de données et réseau haute performance	750 000,00	30,00%
Total	2 500 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	1 300 000,00	52,00%
Etat DRARI	1 200 000,00	48,00 %
Total	2 500 000,00	100,00 %

Annexe 4 - Fiches projets investissement 2025 Genopole

**DOSSIER N° 25003353 - GIP GENOPOLE - subvention d'investissement 2025 -
Programme Equipements scientifiques, plate-formes et plateaux techniques
communs et de services dont AAP Saturne**

Dispositif : GIP Génopole - Investissement (n° 00000481)

Délibération Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Imputation budgétaire : 906-67-204182-167001-1800

Action : 16700104- Projets d'innovation et de transfert de technologies

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
GIP Génopole - Investissement	1 200 000,00 € TTC	100,00 %	1 200 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GENOPOLE

Adresse administrative : 5 RUE HENRI DESBRUERES
91000 EVRY-COURCOURONNES

Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public

Représentant : Monsieur Gilles TRYSTRAM, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 1 janvier 2029

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Prise en compte du budget prévisionnel 2025 en investissements du GIP Genopole voté en AG du groupement le 16 dec 2024, avec des dépenses éventuelles à partir du 1er janvier 2025.

Description :

Cette enveloppe financière est dédiée à l'acquisition d'équipements pour la communauté scientifique du campus, couvrant diverses disciplines.

Cela inclut le financement de l'appel à projets SATURNE 2025 pour l'acquisition d'équipements critiques et de pointe, moderniser et d'optimiser les infrastructures existantes, et soutenir l'innovation à travers des projets interdisciplinaires.

En outre, ce financement couvrira également les besoins imprévus et permettra le remplacement des équipements obsolètes ou tombés en panne en cours d'année ou encore de répondre à des besoins urgents et imprévus en équipements qui ne peuvent attendre le calendrier de la campagne SATURNE afin d'éviter toute interruption des activités de recherche et garantir la continuité des travaux scientifiques sur le campus.

Localisation géographique :

- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
AAP saturne	800 000,00	66,67%
Jouvence équipements et opérations ponctuelles hors AAP Saturne	400 000,00	33,33%
Total	1 200 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	1 200 000,00	100,00 %
Total	1 200 000,00	100,00 %

DOSSIER N° 25003356 - GIP GENOPOLE - subvention d'investissement 2025 - Immobilier recherche filières prioritaires

Dispositif : GIP Génopole - Investissement (n° 00000481)

Délibération Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Imputation budgétaire : 906-67-204182-167001-1800

Action : 16700104- Projets d'innovation et de transfert de technologies

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
GIP Génopole - Investissement	400 000,00 € TTC	100,00 %	400 000,00 €
	Montant total de la subvention		400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GENOPOLE

Adresse administrative : 5 RUE HENRI DESBRUERES
91000 EVRY-COURCOURONNES

Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public

Représentant : Monsieur Gilles TRYSTRAM, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 1 janvier 2029

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Budget investissement 2025 du GIP Genopole voté en AG du GIP en dec. 2024, avec d'éventuelles dépenses à partir du 1er janvier 2025

Description :

Le GIP dispose d'un parc immobilier en propriété qu'il met à la disposition d'équipes de recherche académiques (bâtiment G2, IRD-T). Dans le cadre de la gestion de ce parc, il est nécessaire de réaliser des opérations de gros entretien et réparation afin de maintenir son patrimoine en état.

En 2025, les locaux de l'IRD-T, situé au 1er étage de l'immeuble Cytopolis, livré en 2015, entrent dans un programme de gros entretien-rénovation lié à la période décennale.

Ce budget est destiné à financer les travaux nécessaires à sa bonne exploitation et à la mise aux normes environnementales des locaux privatifs et du bâtiment. Ils consistent notamment en :

- La mise à niveau de la Gestion Technique des Batiments (GTB), groupe de production d'eau glacée et système de contrôle d'accès,
- Le remplacement des fenêtres et isolations extérieurs du bâtiment.

Localisation géographique :

- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Entretien et réparations des locaux IRDT mis à disposition d'équipes de recherche académiques	400 000,00	100,00 %
Total	400 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	400 000,00	100,00 %
Total	400 000,00	100,00 %

DOSSIER N° 25003358 - GIP GENOPOLE - subvention d'investissement 2025 - activités propres du groupement

Dispositif : GIP Génopole - Investissement (n° 00000481)

Délibération Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Imputation budgétaire : 906-67-204182-167001-1800

Action : 16700104- Projets d'innovation et de transfert de technologies

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
GIP Génopole - Investissement	100 000,00 € TTC	100,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GENOPOLE

Adresse administrative : 5 RUE HENRI DESBRUERES
91000 EVRY-COURCOURONNES

Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public

Représentant : Monsieur Gilles TRYSTRAM, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 1 janvier 2029

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Budget investissements du GIP Genopole 2025 voté en dec. 2024 en AG du GIP Genopole avec d'éventuelles dépenses dès janvier 2025

Description :

Ces dépenses concernent des investissements propres à l'activité du GIP, notamment la mise à jour des équipements informatiques, des systèmes d'information et l'optimisation des installations (sécurité, sureté, agencement etc.) des locaux du siège et de la salle d'animation.

Localisation géographique :

- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
programme activités propres du GIP	100 000,00	100,00 %
Total	100 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	100 000,00	100,00 %
Total	100 000,00	100,00 %

Annexe 5 - Convention investissement 2025 Genopole

Conventions n°25003353/25003356/25003358 relatives au programme d'investissement 2025 du GIP Genopole

La Région d'Ile-de-France

dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil 93400 SAINT OUEN sur SEINE,
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
en vertu de la délibération N° CP 2025-288
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le Groupement d'Intérêt Public, GIP Genopole

SIRET n° 189 100 142 00018 APE 731Z
sis au 20, rue Henri Desbruères - 91030 EVRY-COURCOURONNES Cedex
représenté par son Directeur général, **Monsieur Gilles TRYSTRAM**,
ci-après désigné "le GIP"

d'autre part,

PREAMBULE

Après avoir rappelé :

- La délibération n° CR 2021-039 du 22 juillet 2021 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;
- La délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;
- Les enjeux sociaux, scientifiques, économiques, liés à la recherche dans les domaines de recherche et d'innovation majeurs ;
- La délibération n° CP 2023-338 du 21 septembre 2023 par laquelle le Conseil Régional a inscrit son engagement en faveur du GIP Genopole dans une convention triennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et le GIP Genopole relative à la période 2024-26 ;
- La délibération n° CP 2025-202 du 19 juin 2025 par laquelle la Région a approuvé les nouveaux statuts du GIP Genopole.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2025-288, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le programme d'investissements 2025 du GIP Genopole pour un montant maximum de 1 700 000 €, soit 90% de l'enveloppe total du budget d'investissement 2025 du GIP Genopole votée en AG du GIP Genopole le 16 décembre 2024.

La présente convention a pour objet de préciser les engagements respectifs de la Région et du GIP ainsi que les conditions et modalités de versement de la contribution de la Région pour chacun des projets inscrits au programme d'investissements 2025 du GIP Genopole, maître d'ouvrage des opérations décrites dans les fiches projets jointes en annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : PLAN DE FINANCEMENT

Cette subvention complète les financements de fonctionnement accordés par la délibération n° CP 2025-016 du 30 janvier 2025 et la délibération n° CP 2025-241 du 25 septembre 2025 et accorde un financement pour les dépenses en investissements tel qu'indiqué dans le tableau suivant, pour chacun des 3 programmes d'investissements 2025 du GIP Genopole. La maîtrise d'ouvrage est assurée par le GIP Genopole.

Projet	Montant total des investissements 2025 en €		Montant max prévisionnel de la subvention régionale proposée en €	Taux d'intervention régional
Equipements scientifiques, plateformes et plateaux techniques communs et de services, - dont appel à projets SATURNE - dont jouvence d'équipements et opérations ponctuelles (hors appel à projets Saturne)	1 200 000 € 800 000 € 400 000€	TTC	1 200 000	100%
Immobilier-Recherche et filières prioritaires	400 000	TTC	400 000	100%
Programmes liés à l'activité propre du groupement	100 000	TTC	100 000	100%
TOTAL	1 700 000		1 700 000 €	100%

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 3.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROGRAMME SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à :

- Réaliser les investissements qui conditionnent l'octroi de la subvention régionale ; les caractéristiques techniques de ces investissements sont décrites dans l'annexe technique jointe à la présente convention (fiches projets).
- Informer la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention,
- Appliquer, s'il y a lieu, le code de la commande publique.
- Signaler par écrit à la Région Ile de France toute modification du programme dès lors que la (ou les) modifications(s) aurai(en)t pour effet de réduire le coût des travaux projetés tel que présenté en annexe technique. La Région se réserve alors le droit de revoir à la baisse le montant de sa subvention à l'opération en conséquence.
- Mettre en œuvre les moyens financiers et humains nécessaires à la réalisation des actions définies.
- Assurer le suivi et réaliser ou faire réaliser les actions associées à la demande de subvention.

Travaux d'aménagement et rénovation

Lorsqu'il s'agit de travaux, ils doivent être commencés dans un délai maximum de 3 ans à compter de la notification de la présente convention. Une copie de la déclaration d'ouverture de chantier est adressée par le GIP Genopole à la Région, dans ce délai.

Destination des locaux

Le GIP Genopole s'engage à réserver les locaux à leur usage prévu au moment de l'attribution de la subvention pendant toute la durée d'application de la présente convention (10 ans à compter de l'attribution de la subvention)

Equipement

Dès lors que le GIP participe au financement ou au cofinancement d'un équipement, il s'engage à conclure une convention de mise à disposition avec le bénéficiaire aux termes de laquelle ce dernier s'engage notamment

- A être responsable de tous les dommages que ces équipements pourraient causer à l'immeuble dans lequel ils sont installés ou qui pourraient être causés à des tiers ;
- A les maintenir en bon état d'entretien et à ses frais ;
- A supporter les réparations nécessaires et à remplacer des équipements dont l'état de conservation excéderait la vétusté normale
- A restituer les équipements au GIP Genopole au terme fixé par la convention
- Le GIP Genopole s'engage aussi à transmettre tous les ans avant le 30 mars un tableau présentant l'état d'avancement des acquisitions des équipements relatives à chacune des enveloppes budgétaires attribuées (Saturne et hors appel à projets).

ARTICLE 3.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX DONNEES TRANSMISES A LA REGION ILE-DE-FRANCE

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère Personnel, la Région Île-de-France (ci-après, « la Région ») et le GIP Genopole (**ci-après, le Responsable de traitement Disjoint** ») sont qualifiés de Responsables de traitement « disjoints ».

La Région et le Responsable de traitement Disjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

La Région Île-de-France n'intervient d'aucune manière dans les traitements réalisés et opérés par le Responsable de traitement Disjoint.

Ainsi, les Parties reconnaissent que, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, chacune d'elles est libre de déterminer les moyens et les finalités des traitements qu'elle réalise.

De ce fait, lorsque les Parties s'échangent des données à caractère personnel, ces transferts ont lieu d'un Responsable de traitement vers un autre, chacune des Parties étant destinataire de l'autre.

Les Parties s'engagent à respecter, dans le cadre de l'exécution du présent contrat de convention, les obligations légales et réglementaires qui leur incombent au titre de la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier le RGPD et la Loi Informatique et libertés.

En particulier, chacune des Parties s'engage à :

- Informer les personnes concernées des traitements qu'elle réalise à partir de leurs données. Cette information devra être conforme à l'article 13 du RGPD (lorsque les données sont collectées directement auprès de la personne concernée) et 14 du RGPD (en cas de collecte indirecte) ;
- Recueillir le consentement de la personne concernée lorsqu'il est requis ;
- Permettre à la personne concernée d'exercer ses droits en vertu de la réglementation relative à la protection des données ;
- Mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données contre toute destruction fortuite ou illicite, perte accidentelle, altération, divulgation ou accès non autorisé ;
- Respecter les obligations légales en matière de flux de données hors de l'Union européenne ;
- Inscrire les traitements qu'elle met en œuvre au registre des activités de traitements tenu en qualité de Responsable du traitement ;
- Nommer un délégué à la protection des données si elle y est astreinte en vertu de l'article 37 du RGPD et, le cas échéant, communiquer à l'autre Partie le nom et les coordonnées de celui-ci ;
- Encadrer les relations avec ses sous-traitants par un contrat conforme à l'article 28 du RGPD ;
- Assurer un niveau de sécurité adapté au risque que présentent les traitements qu'elle met en œuvre, en tenant compte notamment de la nature des traitements et du type des données traitées.

Chacune des Parties fait son affaire de fournir, au nom de l'autre Partie, à son personnel concerné toute information relative au traitement mis en œuvre par elle et garantit l'autre Partie de ce fait.

Lorsqu'une Partie reçoit une demande d'exercice de droit concernant les traitements mis en œuvre par l'autre Partie, la Partie qui réceptionne cette demande doit adresser ces demandes à l'autre Partie immédiatement afin qu'elle puisse répondre dans les délais impartis par le RGPD.

Violation de sécurité :

Les Parties sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation. Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie. Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

Le contact Région de l'autorité de contrôle compétente : dpo@iledefrance.fr

ARTICLE 3.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse par exemple pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 3.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le Bénéficiaire s'engage à publier (lui-même ou les organismes bénéficiaires finaux des subventions) 4 offres(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 3.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale et au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention et, notamment, fournir le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées,
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Respecter les procédures de mise en concurrence auxquelles le Bénéficiaire peut être assujéti tant au regard du droit français que communautaire, pour la passation des marchés.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l'article 4.2 « modalités de versement » de la présente convention.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Présenter un justificatif de publication d'offres de stage mentionnées à l'article 2.4 de la présente convention selon les modalités communiquées par la Région.
- Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :
 - o les comptes annuels : bilan et comptes de résultat et annexe du dernier exercice certifié, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce ou un expert-comptable,
 - o un compte d'emploi de la subvention allouée par la Région et distinguer, pour ce faire, dans ses écritures, la comptabilité propre de l'opération faisant l'objet de la présente convention,
 - o conserver les documents attestant du respect de ces règles de mise en concurrence pendant un délai de dix ans à compter de la notification des contrats,
 - o participer aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées,
 - o fournir à la Région, sur sa demande, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée,
 - o faciliter le contrôle sur place, par la Région ou par toute autre personne habilitée à cet effet, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds,

notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 3.6 OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le Bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la Charte de visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le Bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le Bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le Bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le Bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le Bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le Bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne

revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 4.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

À compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. À défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc et le bénéfice de la subvention est perdu.

ARTICLE 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du Bénéficiaire. La demande de versement de subvention (DVS) comporte un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- Chaque demande de versement de subvention (accompagnée de son état récapitulatif) est signée par le représentant légal du Bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

La DVS et le tableau financier en format Excel et format PDF constituent les pièces obligatoires, à chaque demande de versement.

ARTICLE 4.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% du montant de la subvention.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévue à l'article 4.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 4.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de ces coûts environnés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le cumul des avances et des acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 4.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action ou de l'opération subventionnée. Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- Un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- Un compte rendu final d'exécution. Ce document doit comporter un bilan des investissements, des informations relatives à la date de mise en service effective de l'immobilisation financée par la Région ainsi qu'à la durée des amortissements associés. Il est daté et signé par le représentant légal du Bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le Bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques d'Île-de-France et du département de Paris.

ARTICLE 4.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée, justifiée, par le Bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le Bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 4.2.3 (versement du solde) dans les délais indiqués à l'article 3.1 (caducité) de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 4.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables engagées au titre du programme d'investissement 2025 seront prises en compte à partir du 1er janvier 2025 et ce, jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au Bénéficiaire pour une durée de 10 ans.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- Si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- Dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- En l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou de changements tels que prévus à l'article 3.4 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention - durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire s'engage à signaler par écrit à la Région, documents à l'appui, toute difficulté ou événement susceptible de modifier, retarder voire interrompre le programme projeté et donc de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention. Le non- respect de cette obligation d'information peut être sanctionné par la résiliation de la convention par la Région prévue à l'article 5 de la présente convention.

Par ailleurs, toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

En cas de modification de projet, la Région se réserve le droit de revoir à la baisse le montant de sa subvention en application de l'article 4.3 de la présente convention. Aucun surcoût ne peut être supporté par la Région.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne pourra excéder le taux plafond fixé à l'article 1 de la présente convention

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite ainsi que les fiches projets relatives aux subventions d'investissements 2025.

Fait en deux exemplaires originaux

à Evry-Courcouronnes, le

à Paris, le

**Le Directeur général du GIP
GENOPOLE**

**La Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France**

Gilles TRYSTRAM

Valérie PECRESSE

Annexe 6 - Fiche projet CiuP Acc&ss Paris Nord et Paris Est

DOSSIER N° 25004980 - Soutien au fonctionnement de bureaux d'accueil délocalisés de la Cité internationale universitaire de Paris - dispositif Acc&ss

Dispositif : Soutien à l'accueil des étudiants et chercheurs étrangers (n° 00000476)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-67-65742-167003-1800

Action : 16700302- Coopération scientifique et accueil des chercheurs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'accueil des étudiants et chercheurs étrangers	270 315,00 € TTC	36,99 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIUP CITE INTERNATIONALE
UNIVERSITAIRE DE PARIS
Adresse administrative : 17 BD JOURDAN
75014 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Jean-Marc SAUVE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 août 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Motivation démarrage anticipé : Un démarrage anticipé permettra la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er septembre 2025, afin de couvrir les dépenses de fonctionnement des antennes d'accueil délocalisées du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France » sur l'année universitaire 2025-2026.

Description :

Depuis sa création en 2005, le réseau acc&ss Paris Ile-de-France, piloté par la Cité internationale universitaire de Paris, est devenu un acteur incontournable de l'accompagnement des publics en mobilité internationale grâce à une ingénierie de l'accueil et des services adaptés aux besoins du public « chercheur ».

Il comprend quatre centres de services, accueillant le public dans une logique territoriale, dont deux antennes franciliennes stratégiquement implantées au sein d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche franciliens permettant ainsi de renforcer les alliances avec les partenaires locaux et d'apporter de ce fait une réponse plus adaptée aux besoins identifiés :

- Acc&ss Paris Est, composé d'un bureau situé à Champs-sur-Marne (au sein de la résidence Internationale de la Cité Descartes) et d'un autre à Créteil (au sein de

l'Université Paris Est Créteil) et dont l'équipe compte deux personnes ;

- Acc&ss Paris-Nord, composé d'un bureau situé à Saint-Denis (au sein de la maison de la recherche de l'Université Paris 8) et d'un autre à Cergy (au sein de la maison internationale de la recherche de CY Cergy Paris Université), formé de deux personnes.

Ces centres sont membres du réseau Euraxess France.

Comme l'ensemble des bureaux « acc&ss Paris Ile-de-France », la mission des antennes acc&ss Paris-Nord et acc&ss Paris-Est est de proposer un accompagnement personnalisé au chercheur en mobilité et de lui apporter toute information dont il aura besoin pour son séjour. Les services s'adressent aux jeunes chercheurs que sont les doctorants, en plus des chercheurs post-doctorants, des enseignants-chercheurs et des seniors de haut niveau (directeurs de recherche, professeurs).

Tout doctorant ou chercheur en mobilité scientifique dans les établissements des départements « 95, 93, 94 et 77 » de la Région Île-de-France peut bénéficier d'un accueil personnalisé pour sa famille et lui sur les thématiques suivantes :

- aide à la recherche de logement
- aide administrative personnalisée avant l'arrivée et pendant le séjour (visa, titre de séjour)
- aide à la mise en place d'une couverture maladie
- aide à la souscription d'assurances
- aide à la scolarisation des enfants
- orientation dans la recherche d'emploi
- aide à l'ouverture d'un compte bancaire
- accès à des cours de français langue étrangère et ateliers de méthodologie
- accès à un programme culturel, soirée d'accueil et autres moments de convivialité
- fiches thématiques, portail numérique d'information...
- informations vie pratique (transports, accès aux loisirs, accès aux activités sportives...)

Par ailleurs, tout comme le reste du réseau francilien, acc&ss Paris-Nord et acc&ss Paris-Est oeuvrent à la promotion, l'amélioration et au renforcement de l'excellence de l'accueil des talents internationaux en consolidant également le lien avec les partenaires universitaires et institutionnels.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

L'intervention financière régionale consiste en une participation de 100 000 € aux dépenses de fonctionnement de la CIUP pour la réalisation des activités de deux centres d'accueil (Paris Est et Paris Nord) du réseau acc&ss Paris Ile-de-France, sur la base d'un taux d'intervention de 36,9%.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Paris Nord : salaires (charges et taxes comprises)	140 804,00	52,09%
Paris Est : salaires (charges et taxes comprises)	129 511,00	47,91%
Total	270 315,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Ile-de-France	100 000,00	36,99%
Financement CiuP	160 315,00	59,31%
Contribution Université Paris Est	10 000,00	3,70%
Total	270 315,00	100,00 %

Annexe 7 - Convention CiuP Acc&ss

Convention n° 25004980
relative au soutien régional pour le fonctionnement
des centres d'accueil Acc&ss - Paris Nord et Paris Est

Entre

La région Île-de-France,

sise au 2 rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen

désignée ci-après **la Région**

représentée par sa présidente, **Madame Valérie PECRESSE**

en vertu de la délibération n° CP 2025-288 du 20 novembre 2025,

d'une part,

et

La Fondation nationale de la Cité Internationale Universitaire de Paris,

fondation reconnue d'utilité publique par décret du 6 juin 1925,

sise au 17 boulevard Jourdan, 75014 Paris,

désignée ci-après **la CIUP**

représentée par son président, **Monsieur Jean-Marc SAUVE,**

habilité par délibération du conseil d'administration du 20 octobre 2017

d'autre part,

Après avoir rappelé que :

- la région Île-de-France est la première région française d'accueil de chercheurs et d'étudiants étrangers. L'accueil de ces talents et de ces compétences, leur apport et leur contribution à la qualité de la recherche francilienne et à l'ouverture internationale des laboratoires, représentent des enjeux stratégiques majeurs en matière d'attractivité internationale et de visibilité du territoire francilien ;

- depuis sa création en 2005, le réseau « Acc&ss Paris Île-de-France » (Accueil, Accompagnement et Services Supports) propose une assistance gratuite et personnalisée aux talents étrangers en mobilité entrante en Île-de-France et à leurs familles ;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n°CP 2025-288 du 20 novembre 2025 la Région a décidé de soutenir les activités de deux centres d'accueil des chercheurs en mobilité (Paris Est, Paris Nord) du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France » sur l'année universitaire 2025- 2026, telles que décrites dans la présente convention et la fiche projet en annexe en attribuant une subvention maximale en fonctionnement de **100 000 €** à la Cité internationale universitaire de Paris (CiuP).

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE LA CIUP

A/Obligations concernant l'opération subventionnée

La CIUP a pour obligations de :

- Mettre en œuvre le programme d'actions en faveur de l'accueil et de l'accompagnement des chercheurs en mobilité sur le périmètre des deux centres d'accueil du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France », à savoir :

- Acc&ss Paris Est, composé d'un bureau situé à Champs-sur-Marne (au sein de la résidence Internationale de la Cité Descartes) et d'un autre à Créteil (au sein de l'Université Paris Est Créteil) et dont l'équipe compte deux personnes ;
- Acc&ss Paris-Nord, composé d'un bureau situé à Saint-Denis (au sein de la maison de la recherche de l'Université Paris 8) et d'un autre à Cergy (au sein de la maison internationale de la recherche de CY Cergy Paris Université), formé de deux personnes ;

Tout doctorant ou chercheur en mobilité scientifique dans les établissements des départements « 95, 93, 94 et 77 » de la Région Île-de-France peut bénéficier d'un accueil personnalisé pour sa famille et lui sur les thématiques suivantes :

- aide à la recherche de logement
- aide administrative personnalisée avant l'arrivée et pendant le séjour (visa, titre de séjour)
- aide à la mise en place d'une couverture maladie
- aide à la souscription d'assurances
- aide à la scolarisation des enfants
- orientation dans la recherche d'emploi
- aide à l'ouverture d'un compte bancaire
- accès à des cours de français langue étrangère et ateliers de méthodologie
- accès à un programme culturel, soirée d'accueil et autres moments de convivialité
- fiches thématiques, portail numérique d'information...
- informations vie pratique (transports, accès aux loisirs, accès aux activités sportives...)

Plus spécifiquement, la CIUP s'engage à :

- **Faciliter l'accès aux droits et assurer l'accompagnement dans des procédures administratives des chercheurs étrangers et de leurs familles, notamment :**
 - poursuivre une veille des solutions logement sur leurs territoires respectifs ainsi que la recherche de contacts propres à faciliter la recherche de logement des publics ;
 - poursuivre les actions locales spécifiques en faveur de l'accès au logement des publics :
- **Faciliter l'accès aux droits et le déroulé des procédures administratives des chercheurs et de leurs familles :** maintenir et renforcer le réseau des partenaires administratifs sur les territoires d'intervention des antennes franciliennes (95, 93, 77 et 94) pour aider plus efficacement les chercheurs dans la résolution des difficultés éventuelles. Nouer ou renouer notamment avec les Préfectures et sous-Préfectures (en s'appuyant si besoin sur le déploiement de « référents attractivité »), les CPAM locales,...;
- **Mener des actions de communication auprès des publics internationaux,** notamment afin de faire connaître les services et la marque "Acc&ss", notamment : présentation d'acc&ss Paris Nord et Paris Est aux publics lors de réunions d'accueil de doctorants et/ou chercheurs au sein des établissements, via la présentation des services acc&ss dans divers supports et guides d'accueil des établissements.
- **Poursuivre les actions d'information et d'accompagnement numérique via le portail acc&ss Paris Île de France :** promouvoir le portail acc&ss auprès des chercheurs comme source d'information et d'accompagnement et participer à la mise à jour des informations disponibles sur le portail acc&ss tout en identifiant les axes d'améliorations (visibilité et accessibilité des informations utiles aux publics, nouvelles informations utiles, services numériques à développer).

- **Faciliter l'accès à l'insertion professionnelle et au développement de la carrière, des chercheurs et de leurs familles, notamment :**
 - continuer à accompagner les publics sur les démarches d'entrée et de séjour spécifiquement liées à l'intégration professionnelle (autorisation de travail, changements de statut etc...) ;
 - promouvoir les outils de développement de carrières « Euraxess » ainsi que les actions des organismes spécialisés..., etc.
- **Faciliter l'accès à l'intégration socio-culturelle et linguistique des chercheurs et de leurs familles :**
 - Organisation d'activités culturelles et d'évènements de convivialité
 - Aide à l'intégration linguistique en guidant vers diverses solutions d'apprentissage du FLE (Français Langue Etrangère),
 - Pour acc&ss Paris-Est, l'organisation de sessions annuelles de cours de FLE (Français Langue Etrangère) à destination des chercheurs et de leurs conjoints sur les 2 sites de Champs sur Marne et Créteil (gestion de la logistique, programmation des cours avec les professeurs, gestion des inscriptions, suivi des participants) ;
 - Collaboration avec le club des chercheurs en tant que lieu d'échange favorisant à la fois l'intégration sociale et l'insertion professionnelle des chercheurs internationaux.

Poursuivre l'accompagnement et le suivi individualisé des chercheurs avec une attention renforcée portée aux lauréats de programmes particuliers (programmes spécifiques des établissements, programmes d'accueil des chercheurs en exil)

- **Poursuivre et renforcer l'accompagnement des établissements** sur les territoires d'intervention des antennes franciliennes d'acc&ss Paris Est et Paris Nord.
- **Participer au partage de l'expertise sur l'accueil des chercheurs internationaux** en Ile-de-France.

Le partenaire s'engage par ailleurs à :

- Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation des actions défini à l'article 2 ci-dessus
- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires :
 - o au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale notamment par l'organisation de réunions de suivi du programme avec la Région, à raison d'au moins une réunion par an, ainsi que par la mise en place d'indicateurs de suivi liés à la réalisation des objectifs définis ci-dessus (nombre de chercheurs accueillis, nombre de réunions d'animation, type de prestations proposées...),
 - o au calcul des coûts du programme faisant l'objet de la présente convention.

B/Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

C/ Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants
La CIUP s'engage à publier 2 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

D/ Obligations administratives

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme :
 - o à la réglementation en vigueur, pour un organisme public,
 - o au plan comptable général en vigueur, pour un organisme de droit privé,
- Appliquer les textes relatifs aux marchés publics
- Communiquer à la Région le nom et les coordonnées de la personne habilitée à certifier les comptes,
- Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :
 - o les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce, un expert-comptable ou la personne habilitée à signer;
 - o le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées.
 - o un compte d'emploi de la subvention allouée par la Région et distinguer, pour ce faire, dans ses écritures, la comptabilité propre à l'opération faisant l'objet de la présente convention.
- Tenir la Région informée des autres subventions publiques demandées ou attribuées en cours d'exercice de la présente convention sur l'objet de la convention.
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l'article 4 « modalités de versement de la subvention régionale » de la présente convention.
- Fournir en fin de projet un compte rendu d'exécution du projet subventionné.
- Porter à la connaissance de la Région toutes modifications concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration.
- Faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, entre autres, par un accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Un contrôle technique et financier pourra être exercé sur pièce et sur place par la Région. Ce contrôle porte notamment sur les conditions d'utilisation de la subvention.

E/ Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement **les actions des centres d'accueil Paris Nord et Paris Est** du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France », telles que définies dans la présente convention et dans la fiche-projet en annexe, sur l'année universitaire 2025-2026, par le versement d'une subvention à la CiuP qui est chargée de leur réalisation.

Les dépenses prévisionnelles de la CiuP liées à la réalisation des activités de ces centres d'accueil, s'élèvent à 270 315 € TTC. La participation de la Région au financement de ces actions gérées par la CiuP s'élève à **100 000 €**, ce qui représente un taux d'intervention régional de 36,99%.

Les montants des subventions constituent des plafonds. Si les dépenses justifiées par l'organisme bénéficiaire des subventions sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du taux prévu. La Région ne prendra pas à sa charge d'éventuels surcoûts. Seules les dépenses directement gérées par l'organisme bénéficiaire ouvrent droit au paiement des subventions dans les conditions prévues à l'article 4 ci-après.

ARTICLE 4 - MODALITÉS DE VERSEMENT ET CADUCITE DES SUBVENTIONS REGIONALES

Article 4.1 - Dépenses éligibles :

La subvention régionale pourra couvrir les dépenses de fonctionnement liées aux activités des centres d'accueil Paris Est et Paris Nord du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France » et engagées par le bénéficiaire à compter du 1^{er} septembre 2025.

Article 4.2 - Caducité de subvention :

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Article 4.3- Modalités de versement de la subvention :

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Article 4.3.1 - Avances :

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul des avances ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 4.2 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

Article 4.3.2 - Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action ou de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne pourra pas dépasser la limite de 80% du montant de la subvention.

Article 4.3.3 - Solde

Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- un compte-rendu d'exécution du projet, signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité. Ce compte-rendu devra comporter les éléments quantitatifs et qualitatifs relatifs à la réalisation de l'action. Il présentera, le cas échéant, le différentiel entre le prévisionnel et le réalisé (calendrier, nature et nombre des actions, publics et territoires cibles, partenariats mis en œuvre, etc.). Enfin, il comportera un bilan critique des résultats obtenus au regard des objectifs poursuivis et, si possible, une évaluation de l'impact du projet, tant sur les bénéficiaires que sur les territoires ciblés ;
- pour les personnes morales de droit privé, un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné. Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques d'Île-de-France et du département de Paris.

Article 4.4 - Références bancaires des bénéficiaires :

Le versement des subventions est effectué à l'ordre des comptes :

Titulaire du compte :
Banque :
Agence :
Code banque :
Code guichet :
Compte n° :

Le comptable assignataire de la Région est le Receveur Général des finances de Paris, Trésorier payeur Général de la région Île-de-France, 94 rue Réaumur, 75014 Paris cedex 02.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DU PROGRAMME PROJETE

Le bénéficiaire s'engage à signaler par écrit à la Région, documents à l'appui, toute difficulté ou évènement susceptibles de modifier, retarder voire interrompre le programme

projeté et donc de perturber la bonne exécution de leurs engagements dans la présente convention.

Dès lors, la Région se réserve le droit de revoir à la baisse le montant de la subvention en conséquence. Le non-respect de cette obligation d'information peut être sanctionné par la résiliation de la convention par la Région prévue à l'article 8 de la présente convention. Aucun surcoût ne sera supporté par la Région.

ARTICLE 6 - REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées (versement du solde) dans le délai de 3 années (fonctionnement) indiqué à l'article 4 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 7 - RESTITUTION EVENTUELLE DES SUBVENTIONS

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante : Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention - durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou de plusieurs de leurs obligations par les bénéficiaires de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse aux bénéficiaires une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse aux bénéficiaires la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 9- OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

ARTICLE 10 - OBLIGATIONS RELATIVES AUX DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région et le bénéficiaire sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet de la présente convention.

Les clauses afférentes à la protection des données personnelles dans le cadre du dispositif « Acc&ss Paris Ile-de-France » sont précisées dans l'annexe 2 à la présente convention. Ces clauses ont pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties de définir les responsabilités de la Région et du bénéficiaire concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

Violation de sécurité :

Les Parties sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité, conformément au point 6 de l'annexe à la présente convention.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation. Il appartient à chacune des

Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie. Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.
Le contact Région de l'autorité de contrôle compétente : dpo@iledefrance.fr

ARTICLE 11 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties.
Elle est conclue pour une durée de 5 ans.

ARTICLE 12 - PIECES CONTRACTUELLES

- la présente convention ;
- la fiche-projet ;
- la clause type RGPD de responsabilité conjointe.

Fait en 2 exemplaires, à Paris, le

Le Président de la Fondation nationale
de la CIUP

La présidente du conseil régional d'Île-
de-France

Jean-Marc SAUVE

Valérie PECRESSE

Annexe : Clause type de responsabilité conjointe

1. Objet

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Ile-de-France (ci-après, « la Région ») et le bénéficiaire (ci-après « le Responsable Conjoint ») sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

La Région et le Responsable Conjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet du présent marché.

La présente clause a pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties dans le cadre du dispositif « Acc&ss Paris Ile-de-France » et de définir les responsabilités de la Région et du bénéficiaire concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

2. Obligations respectives des responsables conjoints

2.1 Finalités du traitement

Les parties définit déterminent conjointement les finalités principales du traitement, à savoir :

- gestion des subventions dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.

2.2 Moyens du traitement

La notion de moyen recouvre tant les moyens matériels, logiciels ou encore de ressources humaines affectées à la gestion du traitement concerné par le présent contrat.

Les Parties définit définissent conjointement les moyens du traitement suivants :

- mise en œuvre des programmes d'actions annuels en faveur des chercheurs étrangers, organisation d'événements, accompagnement individuel des lauréats des dispositifs régionaux.

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

2.3 Données traitées

Données courantes

- ☒ Etat civil, identité, données d'identification, images
- ☐ Données de connexion (logs, adresse IP, etc.)
- ☒ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes, niveau d'études, etc.)
- ☒ Vie professionnelle (fonction, coordonnées professionnelles, etc.)
- ☐ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale, RIB, etc.)
- ☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM, etc.)
- ☐ Autres, préciser :

Données sensibles ou à caractère hautement personnel

- ☐ Données relevant de la prétendue origine raciale ou ethnique
- ☐ Données révélant des opinions politiques
- ☐ Données révélant des convictions religieuses ou philosophiques
- ☐ Données révélant l'appartenance syndicale
- ☐ Données génétiques
- ☐ Données biométriques aux fins d'identifier de manière unique une personne
- ☐ Données concernant la santé
- ☐ Données concernant l'orientation sexuelle ou la vie sexuelle
- ☐ Données relatives aux condamnations pénales ou aux infractions
- ☐ Numéro d'identification dans un registre national unique (NIR)

2.4 Catégories de personnes concernées

Les personnes concernées sont :

- ☐ Agents régionaux
- ☐ Mineurs
- ☐ Particuliers
- ☒ Autres, préciser : chercheurs

2.5 Opérations de traitement et usages

Les Parties peuvent réaliser chacune les opérations suivantes sur les données : Organisation d'événements par le bénéficiaire, prise de contact dans le cadre de l'accompagnement individuel des lauréats des dispositifs régionaux.

Les Parties poursuivent chacune les principaux objectifs suivants :

Pour la Région :

- La Région finance le programme d'action en faveur de l'accueil et de l'accompagnement des chercheurs étrangers et assure le suivi de sa mise en œuvre. La Région n'a pas de vocation à récupérer les données à caractère personnels dans le cadre de ces objectifs.

Pour le bénéficiaire :

Le bénéficiaire assure la mise en œuvre du programme d'actions annuel, dont l'organisation d'événements avec la participation des chercheurs lauréats des dispositifs régionaux et l'accompagnement individuel de ces publics.

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

3. Respect des obligations légales

3.1 Durée de conservation

La définition de la durée de conservation des données est confiée à la Région et/ou au bénéficiaire : 10 ans.

3.2 Information des personnes concernées

Les conditions et modalités pour satisfaire aux obligations légales d'information des personnes concernées sont mises en œuvre par les Parties.

3.3 Droit d'accès, de rectification ou d'effacement

Les conditions de mise en œuvre du droit d'accès, de rectification ou d'effacement sont mises en œuvre par Parties.

3.4 Droit à la limitation

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par les Parties.

3.5 Droit d'opposition

Les conditions de mise en œuvre du droit d'opposition sont mises en œuvre par les Parties.

3.6 Droit à la portabilité

Les conditions pour satisfaire au droit à la portabilité des données et à son exercice sont mises en œuvre par les Parties.

3.7 Mesures de sécurité

Les mesures de sécurité, d'accès et de traçabilité sont définies par les Parties/

Les Parties sont responsables de la protection et de la sécurisation des moyens mis en œuvre pour accéder au traitement (code d'accès ou autre solution).

Les Parties ont, par ailleurs, pour mission de :

- procéder à la définition et la mise en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

- procéder aux tests, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles de nature à assurer la sécurité du traitement.

Les mesures de sécurité et politique associées seront mises à jour régulièrement par la Région et/ou le bénéficiaire qui notifiera les changements à la Région et/ou au bénéficiaire par tout moyen qu'il/elle estime approprié, privilégiant la voie électronique (accès en ligne ou envoi par courrier électronique).

4. Coopération avec les autorités de contrôle

Chacune des Parties est en charge pour elle-même des relations avec la Cnil pour les traitements objet de la présente clause.

En cas de contrôle directement réalisé auprès de l'une des Parties par l'autorité de contrôle, cette dernière doit satisfaire au contrôle et collaborer avec l'autorité de contrôle et aviser l'autre Partie dès qu'elle a connaissance de l'existence d'un contrôle ou toute autre démarche engagée par une autorité de contrôle.

5. Registre des activités de traitement

Chacune des Parties s'engage à intégrer les traitements pour les traitements objet de la présente clause dans son registre des activités de traitement.

Le registre des activités de traitement doit comporter les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées du responsable du traitement et du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable du traitement et du délégué à la protection des données éventuellement désigné ;
- les finalités du traitement ;
- une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;
- le cas échéant, les transferts de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris leur identification respective et, dans le cas des transferts vers des pays ne bénéficiant pas d'un niveau de protection adéquat, les documents attestant l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

6. Violation de sécurité

Les Parties sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité.

Les Parties ont pour tâche :

- de prendre les mesures adaptées ;
- de tenir le registre des violations ;
- d'assumer les notifications éventuelles avec l'autorité de contrôle ;
- d'organiser s'il y a lieu la communication auprès des personnes concernées.

La Région et/ou le bénéficiaire met en œuvre sans délai les mesures et démarches qui lui seront communiquées par la Région et/ou le bénéficiaire.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation.

7. Point de contact

Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie.

Le point de contact pour la Région est : dpo@iledefrance.fr

Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

8. Collaboration

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations.

Chacune des Parties s'engage à maintenir une collaboration active et régulière en remettant à l'autre les éléments et documents nécessaires de nature à lui permettre de répondre à ses obligations.

Les Parties s'engagent à se tenir réciproquement informées de toute difficulté relative au traitement.

9. Communication des grandes lignes

La Région et/ou le bénéficiaire définit les conditions dans lesquelles les Parties satisfont au respect des obligations visées par la réglementation en matière de protection des données qui impose que soient communiquées aux personnes concernées les grandes lignes du présent contrat :

- l'identité des responsables du traitement ;
- les finalités et moyens du traitement ;
- les données traitées ;
- les obligations de chaque responsable de traitement ;
- le point de contact pour les personnes concernées par le traitement.

10. Garanties

Nonobstant les dispositions de la réglementation en vigueur relatives à la responsabilité solidaire des Parties, chaque Partie est garantie vis-à-vis de l'autre

des obligations souscrites au titre des présentes et assumera seule les conséquences de ses manquements.

La Partie défaillante devra réparer les dommages subis par l'autre.

Annexe 8 - Avenant à la convention SESAME EX069271

Avenant n°1 à la convention n° EX069271 relative au projet SESAME 2022 4D-Fluide

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2025-288 du 20 novembre 2025,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE TECHNIQUES AVANCEES

dont le statut juridique est : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

N° SIRET : 197 500 036 00029

Code APE : 85.42Z - Enseignement supérieur

dont le siège social est situé au : 828 boulevard des Maréchaux, 91120 Palaiseau,
ayant pour représentant sa Directrice Générale, Madame Estelle IACONA,
ci-après dénommé « le Bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE

Après avoir rappelé :

- par délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche, la Région a confirmé les objectifs assignés au dispositif SESAME, et en particulier celui de soutenir les projets de recherche novateurs menés dans les laboratoires franciliens et nécessitant un investissement matériel ;
- par délibération n° CP 2022-406 du 10 novembre 2022, la Région a attribué une subvention d'investissement d'un montant de 600 000 € pour la réalisation du projet 4D-Fluide.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

L'article 1 de la convention est modifié comme suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2022-406 du 10 novembre 2022, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le projet de mise en place d'une plateforme métrologique de pointe dédiée à la recherche en mécanique des fluides et à ses applications industrielles, dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : EX069271 - SESAME 2022 - 4D-Fluide (référence dossier n° EX069271).

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à 59,39% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel HT s'élève à 1 010 268 €, soit un montant maximum de subvention de 600 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2

L'article 3.4 de la convention relatif à l'éligibilité des dépenses est modifié ainsi :

« Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 31 mars 2022 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention ».

ARTICLE 3

L'annexe technique à la convention est substituée par l'annexe technique figurant en annexe au présent avenant.

ARTICLE 4

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à en 2 exemplaires originaux

Le

La Directrice Générale
d'ENSTA Paris

La Présidente du
Conseil régional d'Île-de-France

Estelle IACONA

Valérie PECRESSE

DOSSIER N° EX069271 - SESAME 2022 - 4D-Fluide - ENSTA-PARIS

Dispositif : Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME) (n° 00000120)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 909-92-204182-167001-1800

Action : 16700101- Equipements scientifiques et technologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME)	1 010 268,00 € HT	59,39 %	600 000,00 €
	Montant total de la subvention		600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENSTA ECOLE NATIONALE SUPERIEURE
DES TECHNIQUES AVANCEES
Adresse administrative : 828 BOULEVARD DES MARECHAUX
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Etablissement Public National d'Enseignement
Représentant : Madame Estelle IACONA, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place d'une plateforme métrologique de pointe dédiée à la recherche en mécanique des fluides et à ses applications industrielles

Dates prévisionnelles : 31 mars 2022 - 10 novembre 2029

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Description :

Le projet a pour but de fournir à l'échelle du plateau de Saclay, une plateforme métrologique mutualisée de pointe, au service de la mécanique des fluides et de la mesure de la turbulence. La plateforme rassemblera l'Université Paris-Saclay (UPSay), l'Institut Polytechnique de Paris (IPP), le CEA et l'ONERA. La mutualisation renforcera et amplifiera naturellement les synergies entre les équipes donnant une dimension structurante au projet. En effet, la plateforme métrologique s'articulera autour de 4 axes scientifiques majeurs de recherche qui relient les équipes, et que le Sesame permettra ainsi de promouvoir. Ces axes sont : le développement métrologique volumétrique et résolu en temps (donc qualifié de 4D) étendu à l'assimilation de données numériques ; la mécanique des fluides de la turbulence fondamentale aux écoulements géophysiques ; les interactions fluides - structures et les écoulements

diphasiques (des gouttes de brouillard aux gouttes de combustible dans les moteurs en passant par les suspensions granulaires). Ces axes de recherche s'inscrivent naturellement au cœur des problématiques environnementales et industrielles liées à la transition énergétique et écologique (énergie renouvelables, transports, prédictions climatiques, thermique des bâtiments...). Ils permettront de créer ou de renforcer les relations entre les industriels franciliens travaillant sur ces sujets et les laboratoires de recherche. L'UPSay et l'IPParis visent une réputation internationale, l'excellence de la recherche, un pouvoir d'attraction élevé pour recruter les meilleurs étudiants et chercheurs dans le monde entier. La plateforme 4D-Fluide servira ces objectifs en offrant ce pouvoir d'attraction et en permettant qu'une masse critique de personnes travaillent ensemble sur des projets communs au service des technologies et de la transition écologique et énergétique. L'Université Paris-Saclay et l'Institut Polytechnique de Paris soutiennent tous deux le projet.

Détail du calcul de la subvention :

Ce projet est cofinancé par l'ENSTA, le CEA, l'ONERA; Centrale Supélec et les laboratoires partenaires.

Localisation géographique :

- **PALaiseau**

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Système vélocimétrie 4D (caméras, laser, optiques, objectifs, stations de contrôle, station de synchronisation, câbles, logiciel, mise en service,...)	828 558,00	82,01%
Caméra thermique haute résolution (caméra, options, station de contrôle,...)	131 710,00	13,04%
Mésocentre	50 000,00	4,95%
Total	1 010 268,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	600 000,00	59,39%
ENSTA-Paris	125 268,00	12,40%
ONERA	152 000,00	15,05%
CEA	66 000,00	6,53%
LADHYX	16 000,00	1,58%
FAST	30 000,00	2,97%
Centrale Supélec	21 000,00	2,08%
Total	1 010 268,00	100,00 %